



La Commune



Chronique n° 63 : Scission, explosion et règlements de compte au P.O.I.



Le P.O.I est en train d'exploser. Le P.O.I est, rappelons-le, le dernier avatar du courant dit « lambertiste Le P.O.I n'échappe pas à la crise qui frappe tous les partis, « petits » et « grands ». Le POI-CCI est entré soudainement dans un affrontement entre deux pôles de sa direction qui conduit tout droit à l'expulsion de plusieurs centaines de ses militants. Parmi les pierres d'achoppements, la question des rapports avec le Front de gauche et les derniers développements de la situation en Grèce. A cette occasion, des problèmes non-réglés depuis 35 ans (pas moins !) font brusquement surface dans un courant où la libre discussion est sans cesse étouffée et où tous les « oppositionnels » supposés ou réels sont exclus et traités en ennemis à tout jamais. Ce qui a été le cas des membres fondateurs de La Commune le 10 mai 1992. Mais pas seulement, loin s'en faut. On eu droit à ces pratiques anti-démocratiques et pour tout dire stalinienne contre des militants et dirigeants tels que S. Just, Pierre Broué, Denis Collin etc. Mais, cette fois, le courant lambertiste ne s'en tirera pas par une simple purge. D'un côté le courant Lacaze-Ulysse-Moutot- Shapira, de l'autre la bande Seldjouk-Sacco-Forgues...Les Seldjoukides, on le verra dans les documents ci-dessous crient qu'on veut les exclure, sans tambour ni trompettes et qu'on leur refuse tout droit démocratique. Sans doute, sans doute. Ils sont frappés d'amnésie coupable, eux qui ont employé contre nous et d'autres camarades les mêmes méthodes scélérates en utilisant d'ailleurs les pires calomnies et la même violence! Sans préjuger de qui a tort ou raison dans le débat politique, nous ne verserons aucune larme pour pleurer sur le sort qui les attend. Seldjouk a été le bras armé de Lambert dans son entreprise de normalisation contre toutes les ailes gauches dans le PCI-CCI-POI

Eh oui, "qui brandira le glaive périra par le glaive" (Saint-Luc)

Quel gâchis ! D'autoproclamations en capitulations devant l'appareil de FO, le POI ne se relèvera pas de cette crise sur fond de lutte de classes intense. Nous en appelons à tous les militants honnêtes qui sont encore au sein de ce parti. Tirez lucidement le bilan, réfléchissez, la IV e internationale n'est pas morte, bien au contraire. Un obstacle est en train de disparaître.

Cette fois, c'est l'explosion. Il ne s'agit pas ici à ce stade de porter une appréciation sur les deux blocs qui s'affrontent, mais de porter à la connaissance des militants ouvriers révolutionnaires, des syndicalistes tous les éléments pour le débat et la réflexion. Ainsi, chacun pourra apprécier sur pièces et se forger sa propre opinion.

Pour La Commune (IVe Internationale), Jean-Paul Cros et Pedro Carrasquedo, membres du CC de l'OCI puis PCI durant un quart de siècle, exclus par Seldjouk-Lambert et leurs séides le 10 mai 1992.

Le 15 juillet 2015

DOCUMENTS INTERNES AU POI/CCI

Résolution adoptée par la DN du 27 juin 2015

Considérant

- que la section française de la IV^e Internationale est régie par le centralisme démocratique qui garantit la liberté totale dans la discussion et l'unité totale dans l'action ;
- la décision du camarade Seldjouk de déposer un texte afin de constituer une tendance dans le cadre de la préparation du 51^e Congrès ;
- que nos statuts, aux points 31 et 32, écrivent :

« 31.- La section française de la IV^e Internationale, courant communiste du Parti ouvrier indépendant, organise son fonctionnement interne sur la base des principes du centralisme démocratique. Elle reconnaît donc le droit pour ses militants de se regrouper sur la base d'une orientation politique ouvertement exprimée au sein du courant, droit qui se situe dans le cadre de l'action centralisée du courant et du respect de la démocratie et de la discipline du Parti ouvrier indépendant.

32.- Une tendance est un regroupement ouvert et public qui ne peut se constituer que sur la base d'un document présenté devant la conférence nationale annuelle ou adressé à la direction nationale et publié dans le bulletin intérieur. La section française de la IV^e Internationale condamne formellement les cliques. »

- que le point 16 précise les conditions de la discussion :

« 16.- Pendant la période de discussion préparatoire à la conférence nationale, le direction nationale est responsable de l'édition d'un bulletin intérieur du courant qui doit publier tout document ou résolution émanant de militants ou d'unités de base. »

- la décision de la DN de reporter le 51^e Congrès au mois de février 2016 et donc d'adopter le texte d'ouverture de la discussion à ce congrès à la DN du mois de novembre qui ouvrira l'édition du bulletin intérieur.

En conséquence,

la DN considère donc que c'est à sa session de novembre 2015 que sera examinée la demande du camarade Seldjouk, DN qui ouvrira la discussion du 51^e Congrès.

D'ici là, et en rapport avec l'ensemble de nos échéances, notamment l'objectif de gagner le V^e Congrès du POI, la liberté totale de la discussion sera garantie comme elle l'a été jusqu'à présent, permettant à tout camarade d'exprimer ses nuances ou désaccords.

Adoptée par 45 pour et 21 contre

DOCUMENTS INTERNES AU POI/CCI



Camarades,

- Nous faisons partie des 613 militants du CCI qui, trois jours après la direction nationale du 27 juin, ont librement décidé de rejoindre la tendance « *Retour à une politique de construction du parti* ». Réunis ce 30 juin, en assemblée des adhérents de la tendance en région parisienne, nous voulons exprimer les raisons pour lesquelles, chaque jour plus nombreux, les militants du CCI, rejoignent cette tendance interne au courant.
- Ces raisons se concentrent en une seule : dans une situation qui, plus que jamais, met à l'ordre du jour le combat pour la révolution, nous aspirons à construire un authentique parti ouvrier. C'est, un authentique parti ouvrier indépendant, qui mène campagne en France comme à l'échelle internationale, aux côtés des travailleurs grecs, pour en finir avec l'Union européenne et la dictature de la troïka, en toute indépendance vis-à-vis de ceux pour qui la « solidarité » avec le peuple grec est bornée par le respect de l'Union européenne et de l'euro.
- Nous voulons construire un authentique parti ouvrier indépendant qui multiplie les initiatives politiques dans la lutte de classe avec des militants de toutes tendances pour préparer le « tous ensemble », la grève générale, pour en finir avec le pacte de responsabilité, les contre-réformes, et toute la politique du gouvernement Hollande-Valls ; un parti ouvrier indépendant pour qui l'indépendance des organisations ouvrières est une question cruciale pour aider au surgissement de la lutte de classe.
- Nous voulons construire un authentique parti ouvrier indépendant parce que cette construction et les initiatives qu'elle appelle ouvrent la voie au combat pour le gouvernement de la classe ouvrière et de la démocratie, pour l'Assemblée constituante balayant la V^e République.
- Nous voulons construire un tel parti et ainsi ren-

forcer la IV^e Internationale et sa section française de manière à accomplir la tâche que nous assigne le programme : résoudre la crise de direction de la classe ouvrière pour résoudre la crise de l'humanité.

- Qui peut croire qu'en agissant de la sorte, nous – qui sommes par centaines des militants ouvriers engagés depuis des décennies dans la IV^e Internationale – nous nous présenterions à une « opération » et à une « agression » contre la IV^e Internationale, comme l'écrit la résolution du CP ? Qui peut croire qu'il y a là la moindre raison justifiant, fait sans précédent, la suspension du CCI d'un tiers des membres de sa direction nationale et peut-être demain, leur éviction ?

Camarades,

Nous sommes convaincus que l'immense majorité des militants du CCI repousse ces allégations. Les désaccords politiques ne menacent nullement l'unité de nos rangs, dès lors qu'ils sont discutés librement dans le respect des principes et des traditions de la IV^e Internationale et de sa section française, tels qu'en particulier, le camarade Lambert les a toujours pratiqués ?

- A tous les militants, quelle que soit leur opinion dans la discussion interne, nous adressons fraternellement cet appel : ensemble, agissons pour préserver l'unité de la section française de la IV^e Internationale.
- Aux militants qui partagent les propositions exposées dans notre plate-forme, rejoignez la tendance « *Retour à une politique de construction* ». Plus forte elle sera, plus elle pèsera dans le sens de la nécessaire, libre et fraternelle discussion politique visant à réorienter notre organisation.

Adopté à l'unanimité des 236 participants à l'assemblée des membres de la tendance, en région parisienne, le 30 juin 2015

DOCUMENTS INTERNES AU POI/CCI

Résolution adoptée par la DN du 27 juin 2015

1- Le succès de l'assemblée-débat du 6 juin ouvre la voie à la réussite du V^e Congrès du POI.

Au moment où, de toutes parts, les signes indiquent que tous les ingrédients du déclenchement d'une confrontation frontale entre la classe ouvrière et ce gouvernement se rassemblent pour nous rapprocher du choc, la force militante rassemblée le 6 juin (avec ses multiples ramifications), toute entière tournée vers la préparation politique et organisationnelle du surgissement de la lutte des classes, nous fournit la base pour sortir le POI de sa stagnation et réussir le V^e Congrès ouvert du POI les 21 et 22 novembre prochain.

La Direction nationale du CCI décide en conséquence de mobiliser toutes les forces de la fraction trotskyste, entraînant tout le POI dans l'offensive de diffusion élargie d'IO, pour réussir ce congrès, renouer avec la progression des effectifs du POI et renforcer en les régénérant les instances du parti.

La DN décide de conduire toute la discussion préparatoire au 51^e Congrès du CCI sur l'axe de l'élaboration des moyens politiques permettant d'assurer la réussite totale du congrès du POI.

Cette discussion se concentre donc, du fait de la décision de cette DN, sur la manière dont l'ensemble du capital théorique de la section française (au premier rang duquel figure la méthode de la transition) devra être décliné, semaine après semaine, en mesures politiques et d'organisation pratiques et saisissables permettant de faire franchir au parti que nous construisons (le POI) et à la fraction trotskyste qui vertèbre la construction de ce parti, le pas en avant que la situation nous permet de franchir et exige que nous franchissions dans les bouleversements dans lesquels nous sommes d'ores et déjà entraînés.

A partir de la construction des premières fondations du « point d'appui » dont la classe ouvrière de ce pays a besoin, et dont le succès de l'assemblée-débat du 6 juin témoigne, nous devons nous donner les moyens de mesurer, dans un échange permanent organisé autour d'IO, la façon dont les travailleurs et les militants cherchent, sur la base de leur propre expérience et avec notre aide, à se dégager de la tutelle des appareils et à s'organiser pour répondre aux exigences élémentaires d'un mouvement qui est poussé à porter le fer dans les fondements du système d'exploitation et de l'État bourgeois qui le garantit.

2- Sur le « tournant de la situation ».

Il n'y a pas lieu dans ce texte de revenir longuement sur l'analyse des développements de la situation objective étroitement reliée à la crise de décomposition des institutions de l'UE, telle qu'elle a été faite (et vérifiée) dans la résolution du 50^e Congrès, dans celles qui ont été adoptées à la conférence extraordinaire du 7 mars et dans les DN des 25 avril et 30 mai.

Il y a tout intérêt, en revanche, à mesurer les développements qui se sont produits dans la dernière période sur le plan subjectif, au sein de la classe ouvrière et de ses organisations.

Dans la résolution du 50^e Congrès du CCI (20-21 juin 2014), citant la résolution adoptée à la DN du 3 mai 2014 qui disait : « *Toutes les conditions de l'ouverture d'une crise révolutionnaire sont réalisées, sauf une : l'irruption des masses qui précipitera l'effondrement de l'édifice politique et institutionnel garantissant le pouvoir du capital* », nous opérons un rectificatif et écrivons : « *Nous sommes toujours globalement dans cette situation, mais la façon dont les cheminots se sont saisis de leur grève, la façon dont, dix jours durant, ils ont imposé sa poursuite contre toutes les manœuvres de leurs directions, contre toutes les provocations et menaces brandies par le pouvoir, nous indiquent la profondeur des modifications en cours dans au sein d'une des corporations les plus organisées de ce pays* » pour souligner que : « *Ce qui s'est passé durant dix jours indique l'imminence d'un bouleversement que la conférence du 14 juin nous a laissé entrevoir.* »

Il est absolument indispensable de poursuivre cet examen et de mesurer, un an après cette appréciation, où nous en sommes exactement.

3- Le chaînon de la grève interprofessionnelle du 9 avril.

Au-delà des mouvements de classe qui ne se sont pas interrompus et sur lesquels nous reviendrons, il nous faut donner à la grève interprofessionnelle appelée par CGT, CGT-FO, FSU et SUD le 9 avril dernier sa véritable place politique dans le processus qui conduit à la grève générale.

Dès lors que l'on se place du point de vue de la préparation de « *l'irruption des masses qui précipitera l'effondrement de l'édifice politique et institutionnel garantissant le pouvoir du capital* », force est de constater que cette grève interprofessionnelle a contribué à cristalliser, en lui donnant forme, tout le mouvement souterrain qui n'a cessé de se développer au sein de la classe qui, s'il fut un temps freiné par l'arrivée de la gauche au pouvoir, est poussé à reprendre avec plus encore de vigueur.

Elle a permis que se manifeste, au plan d'une action nationale, la disponibilité d'une large couche de militants et de travailleurs (sans qu'il y ait eu pour autant déferlement à ce stade) disposés à se battre pour rassembler la classe, en imposant l'unité de ses organisations, et affronter ce gouvernement. Dans sa préparation, la grève interprofessionnelle a permis, localement, d'établir le contact entre les militants décidés à tout faire pour avancer pratiquement dans cette direction, donnant forme à l'état d'esprit en train de se développer dans les profondeurs de la classe.

Il n'est pas exagéré de dire que cette grève interprofessionnelle marque, au plan subjectif, le franchissement d'une étape qui conduit cette large couche de militants, de cadres et de responsables à se poser la question de la préparation consciente et organisée de l'irruption des masses.

La grève interprofessionnelle a, de ce fait, contribué à inscrire chacun des combats partiels qui éclatent ici et là en nombre dans le cadre de la préparation de l'étape suivante, celle de l'indispensable convergence vers le « Tous ensemble », comme viennent d'en témoigner avec force la grève de l'AP-HP (qui vient de faire reculer Hirsch), la grève des enseignants du secondaire... mais aussi la bataille qui se déroule à la SNCM, les grèves et les manifestations qui se multiplient chez les personnels territoriaux.

4- Notre place dans la réalisation du succès du 9 avril.

Ce qui est essentiel pour nous, c'est que — comme nous l'avons souligné dans nos diverses résolutions — cette grève interprofessionnelle n'est pas tombée du ciel. Elle a été le produit de la combinaison d'une situation objective marquée par la recherche des voies de la résistance, et du patient et opiniâtre travail d'organisation décidé et conduit, pendant des mois voire des années, par la fraction trotskyste et par le POI pour aider à ordonner toute l'activité de la couche militante (avec laquelle nous avons noué des liens) autour de la constitution de pôles de regroupement axés sur le combat commun CGT, CGT-FO pour la défense de l'indépendance des organisations de classe, pour l'action commune sur une base de classe commune contre le « syndicalisme rassemblé » incarné par la CFDT.

La grève interprofessionnelle et les 300.000 manifestants du 9 avril représentent le résultat visible de la longue bataille menée dans la continuité du combat entrepris notamment en 2010 contre le « syndicalisme rassemblé » qui avait étranglé le formidable mouvement de la classe ouvrière contre la « réforme » des retraites. Une bataille qui a abouti à l'appel aux manifestations des 5 mars et 9 avril 2013 lancé par CGT, CGT-FO, SUD et FSU contre l'ANI, et qui s'est prolongée dans le combat pour que les organisations de classe quittent la « conférence sociale ». Un combat vertébré patiemment, de bout en bout, par la préparation des 6 conférences ouvrières (à l'initiative de l'appel des 160 lancé en juillet 2011) qui ont d'une certaine manière préparé le 6 juin 2015.

C'est ainsi que l'activité consciente de l'avant-garde, organisée autour de la fraction trotskyste et du parti (POI), a contribué de manière indiscutable à façonner les conditions objectives du mûrissement des conditions du surgissement de la lutte des classes — ce qui est un des principaux motifs de notre fierté.

Dans la situation politique présente — marquée par l'effondrement de tous les partis (et particulièrement des partis qui se réclamaient il y a encore peu de temps de la classe ouvrière et de la démocratie) comme par le chantage à l'absence d'alternative gouvernementale crédible « à gauche » exercé par les appareils — nous avons estimé que : seul le développement de la lutte des classes, appuyé sur l'appropriation par les masses de leurs organisations de classe, donc sur le combat de l'avant-garde pour aider la couche militante qui se porte aux avant-postes de la préparation du « choc » à se doter des outils permettant aux masses de contrôler leur action de classe (comités de grève élus intégrant les représentants des organisations).. était concrètement en mesure d'ouvrir la voie à une issue politique gouvernementale conforme aux exigences des masses.

Sans écarter le moins du monde le nécessaire travail de propagande permettant l'appropriation par l'avant-garde en train de se dégager des enseignements du marxisme en la matière —, nous avons estimé que, pour libérer cette avant-garde du poids du chantage que les directions font peser sur elle, il fallait l'aider à forger pratiquement les outils qui permettent à la lutte des classes d'ouvrir des brèches dans le dispositif des directions inféodées.

Convaincus que le combat pour abattre l'obstacle politique dressé sur la voie de la classe, incarné par la soumission des directions au cadre des institutions réactionnaires de la V^e République et de l'Union européenne, se concentrait, aujourd'hui, dans le combat pour aider la classe à se doter des instruments qui lui permettent d'ouvrir des brèches dans le dispositif de protection du gouvernement Hollande dans lesquelles les masses puissent s'engouffrer, nous avons centré tout notre combat sur la construction de l'appareil politique de la lutte.

Si ce combat impliquait que nous sachions vulgariser, à chaque étape, ce que le marxisme nous enseigne sur la façon d'aborder théoriquement la « question du pouvoir », il devait, d'abord et avant tout, procéder de notre capacité politique à aider pratiquement, par notre action décidée, la lutte des classes à déferler pour ouvrir à un stade supérieur la question concrète du pouvoir, du remplacement du gouvernement en place — première étape dans la voie de l'instauration d'un « gouvernement ouvrier et paysan » sous la forme d'un gouvernement provisoire constitué d'un comité central de grève chargé d'ouvrir la voie à une assemblée constituante, ou pas.

C'est ce qui nous a conduit à équilibrer notre intervention comme nous l'avons fait et à enregistrer des résultats à mettre au crédit de l'authentique parti ouvrier que nous construisons.

5- La place de l'assemblée du 6 juin dans la préparation du surgissement de la classe... comme dans la préparation du V^e Congrès du POI.

Avant de préciser la place qu'occupe cette assemblée des mille militants et cadres ouvriers du 6 juin, il nous faut préalablement répondre à une question :

« Avons-nous eu raison de réajuster notre orientation, au lendemain de la conférence nationale des 300 délégués ouvriers convoquée par le POI le 17 février 2010, et de décider de lancer, le 2 juillet 2011, l'appel (dit des 160) qui convoquait la conférence du 1^{er} décembre 2012 et inaugurait le cycle des cinq conférences qui ont précédé l'assemblée du 6 juin ? »

Bref, avons-nous eu raison de franchir un pas dans l'élaboration de ce que nous appelons « la méthode de la transition » afin d'ouvrir largement la tribune de ces conférences à des militants et des responsables (en rupture ou encore membres du PS, du PCF, du PG...) exerçant des responsabilités dans le mouvement ouvrier ? Avons-nous eu raison de le faire, comme ce fut le cas, sans cacher l'origine (POI) des principaux initiateurs de cet appel et sans se l'approprier, pour aboutir à l'assemblée-débat du 6 juin ?

Le succès du 6 juin répond à lui seul à cette question.

Appuyée sur les acquis des cinq conférences qui l'ont précédée, l'assemblée-débat du 6 juin marque — soulignons-le — le franchissement d'une nouvelle étape dans l'élaboration du « juste rapport » entre le type d'initiatives politiques que nous avons axées sur le regroupement large de combattants engagés dans le

combat de classe et celles qui relèvent plus spécifiquement de la construction du parti révolutionnaire, (donc du POI, forme actuelle de la transition), au sein de cette même couche de militants.

Avoir décidé, comme nous l'avons fait, que l'initiative du 6 juin devait revenir à *Informations ouvrières* (Tribune libre de la lutte des classes et... journal du POI) répond à la question.

Cette décision procède, tout à la fois, de la poursuite de la discussion que nous avons eue sur la place que devait occuper le POI dans ce type d'initiatives et de la très importante discussion que nous avons engagée à la DN du 14 février et poursuivie à la conférence nationale extraordinaire du 7 mars 2015, sur le « tournant » qu'il nous fallait impérativement opérer pour sortir le POI de la « stagnation » et réussir un V^e Congrès du POI véritablement « ouvert ».

Résumons nous : si le 6 juin nous fournit un formidable point d'appui pour la construction de « l'appareil politique de la lutte » dans l'action de classe multiforme qui ne peut que se développer rapidement ;

Si ce point d'appui prend, dans la situation, une dimension plus importante que tout ce que nous avons fait jusqu'à maintenant ;

Son succès marque sur le plan de la construction du parti (qui, par l'intermédiaire d'*IO* Tribune libre de la lutte des classes et journal du POI, est étroitement reliée à la construction de l'appareil politique de la lutte) l'amorce d'un tournant majeur. Un tournant dans la façon dont nous devons concevoir la « vie du parti », que nous décidons d'organiser principalement autour d'*IO*, autour de l'animation de sa Tribune libre, de ses rubriques consacrées à l'actualité de la lutte des classes, comme à la propagande pour les vieux idéaux auxquels nous refusons de renoncer et qui doivent trouver leur équilibre dans le « nouvel *IO* » dont la sortie, appuyée sur le succès de campagne financière, est annoncée pour janvier 2016.

Une « vie du parti » organisée autour de l'animation des discussions sur les positions exprimées dans le journal par les cadres ouvriers qui ont les leviers entre les mains, sur les propositions qu'ils font pour répondre aux développements brûlants de l'actualité politique et aider la classe à ouvrir des brèches dans le dispositif des appareils et jouer le rôle qu'il revient de jouer à « l'authentique représentation politique de la classe ouvrière » en construction.

6- L'appareil politique de la lutte... le plan de développement du parti et de la section française de la IV^e Internationale.

Si le succès indiscutable du 6 juin tient à l'appréciation que nous portons sur la qualité de ses participants, il tient aussi

— et peut-être plus encore — au moment précis où ces mille militants et cadres se sont réunis pour débattre. Un moment qui ne tient aucunement aux hasards du calendrier, mais à l'appréciation que nous avons portée sur les développements qui seraient, selon toute vraisemblance, atteints en cette fin de deuxième trimestre 2015 et qui a été, de bout en bout, confirmée.

Le lancement de ce débat, qui a occupé toute l'assemblée du 6 juin, est tombé au moment où le gouvernement Hollande-Valls décidait de mettre les bouchées doubles et de passer en force, de faire adopter la loi Macron à coup de 49-ter, de porter le fer sans délai dans le code du travail en se préparant à adopter la loi Rebsamen... de provoquer grossièrement les enseignants en grève contre la réforme des collèges.

Le 6 juin s'est tenu au moment où la violence de l'offensive, son caractère provocateur, posait d'elle-même la question désormais incontournable des « suites à donner à la grève interprofessionnelle du 9 avril », tout particulièrement à la rentrée prochaine.

Une question qui se pose avec d'autant plus de force que la grève massive des personnels de l'AP-HP vient de contraindre Hirsch à retirer son plan, nourrissant l'aspiration des travailleurs des principaux secteurs de la classe à opposer à ce gouvernement et à ses agents la réalité matérielle du « rapport de forces ».

L'assemblée du 6 juin a été traversée, du début à la fin, par la contradiction de plus en plus grande entre les aspirations de ces militants, qui intègrent le sentiment — renforcé au sein des masses — de confiance dans les capacités de la classe à se doter des moyens d'un véritable combat (exprimée notamment dans les nombreuses interventions de militants engagés dans la préparation des grèves du 11 juin), et la violente contre-offensive déclenchée par les appareils pour protéger ce gouvernement, effacer le 9 avril et tenter de renouer avec une version encore aggravée du « syndicalisme rassemblé », incarnée par la signature apposée par 7 confédérations au bas du manifeste corporatiste intitulé « vivre ensemble ».

Les participants au 6 juin en s'associant à la condamnation sans appel de ce « manifeste » se sont, de fait, directement trouvés engagés au cœur de la crise qui se développe aujourd'hui, sur cette question, à tous les niveaux de la CGT.

La discussion qui a commencé le 6 juin a dégagé les premiers axes du débat politique qui ne peut que s'approfondir dans la classe, comme dans tout le mouvement ouvrier organisé. Mais elle a fourni, de

surcroît, l'instrument de ce débat : le journal *IO*, Tribune libre de la lutte des classes et journal du POI — pour peu que nous sachions lui donner sa véritable place. Une place inédite, qui n'a pas de précédent dans l'histoire récente du mouvement ouvrier, celle de l'instrument nécessaire à ce que nous appelons la « réorganisation du mouvement ouvrier sur un nouvel axe ».

7- Toute la situation exige que nous élaborions un véritable « plan de développement du parti », structuré autour du renforcement de la fraction trotskyste.

Le succès du 6 juin ne sera que ce que nous en ferons.

Tout dépend de ce que nous proposerons aux mille participants, aux centaines d'autres qui nous ont dit qu'ils viendraient et qui, au dernier moment ont hésité, mais qui, pour un grand nombre, prendront un abonnement au journal qui matérialisera le lien maintenu entre eux tous.

Tout dépend de notre capacité à mettre en œuvre les décisions qui ont conclu le 6 juin et à organiser les réunions de ce type dans tous les départements et toutes les localités où nous sommes implantés.

Tout dépend des compte rendus que nous serons capables de faire remonter sur le journal, des interviews que nous irons chercher auprès des militants qui exercent des responsabilités dans les secteurs où, à l'évidence, la lutte des classes mûrit.

Il n'existe pas d'autre moyen de gagner la sympathie et la confiance de ces militants permettant de les faire participer aux réunions préparatoires au V^e Congrès du POI organisées par nos comités locaux.

Dans la résolution adoptée par la Conférence nationale du CCI du 7 mars nous écrivions :

« Il y a urgence, à trois mois du congrès ouvert (dont la date a été repoussée) , à tourner radicalement tout le parti, jusqu'au plus petit de ses comités locaux, sur l'axe de la préparation effective, sur une ligne de FUIO, du choc qui se prépare.

Il nous faut bousculer la routine qui paralyse le parti au moment où s'ouvre une « fenêtre de tir » exceptionnelle !

« Tourner » signifie mettre en conformité le parti que nous construisons avec le tournant en cours de la situation et avec les tâches que cette situation exige de nous.

« Tourner », c'est mettre progressivement au centre de nos comités et de toutes nos instances — selon un plan minutieux — les militants du POI qui exercent des responsabilités dans la lutte des classes et dans ses organisations, et qui sont ceux qui seront appelés à vertébrer « l'appareil politique de la lutte », car c'est du développement de la lutte des classes que dépend l'ouverture d'une issue politique conforme aux intérêts de la classe.

Une chose est claire : qu'il s'agisse de la bataille qui va faire rage dans le mouvement ouvrier organisé (...) ou bien qu'il s'agisse du mouvement qui cherche à s'organiser sur le plan de la défense de la démocratie contre la réforme territoriale et l'étranglement budgétaire des communes... sur les deux plans la contre-offensive est la même.

C'est celle qui est engagée par tous les gouvernements européens rassemblés derrière l'ultimatum lancé par la BCE au peuple grec et qui dit « ou bien l'aménagement de la politique de l'UE, ou bien le chaos ! »

C'est là que réside le cœur des débats qui vont se développer au sein de la couche de militants auxquels nous nous adressons et que nous voulons gagner au parti. »

Précisons, cela ne veut aucunement dire que nous devrions négliger, laisser dépérir ou abandonner ce que nous avons fait jusque-là et les militants que nous avons gagnés dans ces batailles (même modestes au regard des enjeux), bien au contraire. Mais il nous faut compléter et « réorienter » les axes d'intervention de nos comités pour les inscrire dans le tournant en cours et chercher de nouveaux points d'appui en rapport avec les lignes de force de la nouvelle situation.

Cela veut dire que les directions trotskystes, à tous les niveaux, doivent procéder à un examen lucide de la situation de leurs unités pour, se libérant de toute « routine », engager -si nécessaire- le rééquilibrage de leur intervention.

En effet, si, suite au 9 avril, la perspective du choc est la nôtre, alors il nous faut nous poser la question de l'investissement dans les secteurs qui seront, selon toute vraisemblance, amenés à jouer un rôle dans une situation de développement de la lutte des classes.

A la veille d'une rentrée scolaire qui, à l'issue de la grève contre la réforme des collèges, s'annonce « houleuse » et annonciatrice d'un mouvement d'ensemble contre des années de contre-réformes (si l'on se fie aux sentiments qui dominent chez les enseignants)... il semble évident qu'on doit procéder sur les

localités à un examen des liens politiques dont nous disposons et qu'il nous faut entretenir et élargir. L'instrument de mesure étant le nombre d'abonnés au journal.

Alors que la loi Macron va imposer le travail le dimanche dans le commerce, il semble utile de recenser les fils dont nous disposons dans le commerce, et même, en rapport avec les forces dont nous disposons, d'envisager de s'implanter sur des centres commerciaux sur lesquels nous n'intervenons pas jusqu'à maintenant.

Si la perspective est celle du mûrissement du « Tous ensemble », quelles possibilités de nouvelles implantations nous ouvre le travail que nous faisons à l'échelle interprofessionnelle et qui n'est pas toujours connecté à notre plan de développement politique ? Comment nous servons-nous d'IO ? Quels objectifs nous fixons-nous selon quel calendrier, à la veille des départs en congés ?

Au moment où les grandes multinationales (américaines) font leur marché dans l'industrie française en provoquant une nouvelle vague de suppressions d'emplois, il est évident que l'intervention en direction de ces sites industriels doit pouvoir être anticipée, à l'image des liens noués à la SNCM.

Bref, sortir de la « routine » n'est pas un slogan démagogique, c'est une prise de position politique en faveur d'une évaluation lucide de la situation, de notre implantation (intégrant toutes les rubriques : réunions de compte-rendu du 6, réunions POI, abonnements IO, cartes POI, effectifs CCI et GER...), et donc en faveur de l'élaboration, dans toutes les instances CCI, de véritables plans de développement qui définissent les axes de pénétration et les objectifs de construction mesurables en abonnements IO et en cartes du POI.

8- Quatre mois nous séparent du congrès du POI, quatre mois pour « revivifier » la vie du parti, « régénérer » ses instances en se disposant méthodiquement sur la préparation du choc.

Il n'y aura pas de miracle, l'inflexion qu'il nous faut opérer, pour nous conformer à notre appréciation de la situation politique et de ses développements imminents, ne se décrètera pas et ne sera pas le produit de mesures administratives.

Gagner au parti, à ses instances de direction, une fraction (même encore limitée à ce stade) de ces militants et ces cadres que nous avons associés au 6 juin et à ses suites, qui se dérouleront dans le climat agité de la rentrée ; les gagner à la prise en charge du journal, via le développement du « débat » dans la Tribune qui leur est offerte...exige que nous nous rendions capables d'élaborer avec eux, dans chaque cas concret, les réponses qu'ils cherchent, tant sur le plan des initiatives directes de préparation à la lutte des classes que sur celui des réponses politiques qui y sont étroitement reliées.

Cette nécessaire élaboration tourne le dos à la solution qui consisterait à attendre des réponses de directives générales venant de la direction. Elle appelle de la part des directions régionales, départementales et locales du CCI qu'elles se disposent pour prendre complètement la direction de cette élaboration en travaillant à la construction de leurs plans de développement autour de l'élargissement de la diffusion du journal et du nombre de militants associés à sa rédaction.

« Comment nous préparer? -écrivait Lénine, parlant de la préparation de l'insurrection, en 1903 dans « Que faire ?»- Vous ne voudriez pas qu'un comité central désigne des agents dans toutes les localités pour préparer l'insurrection? Si même nous avons un comité central qui prît cette mesure, il n'obtiendrait rien (...)Au contraire un réseau d'agents qui se serait formé de lui-même en travaillant à la création et à la diffusion d'un journal commun ne devrait pas « attendre les bras croisés » le mot d'ordre de l'insurrection ; il accomplirait justement une œuvre régulière, qui lui garantirait en cas d'insurrection le plus de chances de succès (...) C'est en travaillant à cette œuvre qu'on apprendrait à apprécier exactement la situation politique générale et, par suite, à bien choisir le moment favorable pour l'insurrection. »

S'il ne s'agit pas pour nous, aujourd'hui, de l'insurrection...il y a, dans une période marquée par la préparation du « Tous ensemble », une leçon majeure à tirer de la méthode qu'il expose.

9- Le renforcement de la section française de la IV^e Internationale.

Le SI qui vient de terminer ses travaux (22, 23, 24 juin) a décidé de produire, avant la fin du mois de juillet, une déclaration politique de la IV^e Internationale intégrant les derniers développements de la situation mondiale et actualisant les déclarations des précédents SI (13-14 novembre et 14-15 janvier).

L'organisation méthodique de la discussion de cette déclaration doit fournir à toutes les directions du CCI les moyens de faire connaître les positions de la IV^e Internationale à ces nombreux militants avec lesquels nous combattons et qui cherchent nécessairement à inscrire ce combat qu'ils mènent en France dans la cadre plus large du combat du prolétariat mondial, à commencer par celui du prolétariat européen.

L'organisation de cette discussion, axée sur les cibles auxquelles nous voulons proposer le GER et nos objectifs de recrutement au CCI, sera rythmée par la sortie des *Lettres de la Vérité* rendant compte des

différents aspects de cette discussion et par les articles qui dans IO prépareront le rassemblement sur la tombe de Sedov.

10- Plan de travail

La DN décide de constituer une commission chargée de rassembler les informations contenues dans le questionnaire envoyé à la veille de la DN.

La DN charge cette commission de prendre contact avec les responsables régionaux pour compléter les premières informations données afin de suivre au CP le développement du plan de travail.

La DN du CCI approuve l'orientation définie dans le texte qui lui a été soumis, qui s'inscrit dans la continuité de la résolution adoptée par la conférence nationale extraordinaire du 7 mars et dont le succès du 6 juin constitue une première matérialisation.

La DN du CCI décide, en conséquence, de mobiliser toutes les forces de la fraction trotskyste pour réussir le V^e Congrès ouvert du POI dont le succès est, dans le tournant en cours de la situation, étroitement relié aux pas franchis dans la construction de l'appareil politique de la lutte.

La DN du CCI,

Consciente de la responsabilité historique de la section française de la IV^e Internationale et par conséquent de l'enjeu que son existence et son développement représentent pour toutes les forces attachées au maintien de « l'ordre » impérialiste au moment où la survie du système entraîne l'humanité dans le chaos ;

Soucieuse de pouvoir mener et conclure la discussion qui traverse sa direction depuis plusieurs mois, dans les meilleures conditions de la démocratie ouvrière, c'est-à-dire sur la base de l'expérience faite dans la construction du POI qui va se concentrer dans les quatre mois de préparation du V^e Congrès du POI et non sur les intentions prêtées à la direction en matière de construction du parti ;

Décide de reporter le 51^e Congrès du CCI après le congrès du POI et d'ouvrir sa discussion préparatoire à la DN qui suivra le V^e Congrès du POI (21 et 22 novembre).

Résolution adoptée par 45 voix pour, 21 contre.

DOCUMENTS INTERNES AU POI/CCI

Au CP (pour information de ses membres et des membres de la DN)

Camarades,

A quelques heures de la tenue de la DN extraordinaire convoquée ce 3 juillet, nous nous adressons à vous. Comme tous les militants, nous voyons avec inquiétude se préciser d'heure en heure le scénario d'une marche à l'éclatement de notre organisation qui porterait un coup à la IV^e Internationale à laquelle nous sommes tous attachés.

Nous voulons croire qu'il est encore possible d'empêcher cette crise majeure. Nous sommes tous des militants responsables attachés à notre organisation. S'agit-il, dans cette direction nationale, de chercher honnêtement les moyens de surmonter la crise même si nous ne sommes pas d'accord, les uns et les autres, sur l'origine de cette crise ? Sommes-nous prêts néanmoins à chercher tous les moyens de dégager une solution ? Nous, les 23 membres de la direction nationale, qui avons pris l'initiative de constituer la tendance « Pour un retour à une politique de construction du parti », nous y sommes prêts.

Pour cela, il faut que, dans la direction nationale de ce soir, nous soyons tous à égalité, membres d'une même direction nationale élus par un même congrès, dotés des mêmes droits et des mêmes devoirs. Ce qui ne peut se faire dans une situation où certains de ses membres sont suspendus et d'autres pas.

Par conséquent, la suspension des 23 membres de la DN, décidée le 29 juin par le CP — décision qui n'a aucun précédent dans notre histoire — doit être levée avant l'ouverture de la direction nationale.

De même, la DN ne peut se réunir à égalité de ses membres et trouver des solutions si persiste une situation où la tendance que nous avons constituée est désignée comme une « prétendue tendance », une « clique » menant une « opération scissionniste qui menace l'ensemble de la IV^e Internationale ». Les membres de la tendance peuvent difficilement participer à égalité à une discussion où on les accuserait de mener une « opération destructrice », la DN se fixant pour objectif de « la réduire à néant ». Il est difficile pour les membres de la tendance de se réunir à égalité si les militants que nous sommes sont accusés d'agir en connivence avec « tous ceux qui ont décidé de tout faire pour interdire à la classe ouvrière de se rassembler avec ses organisations sur son propre plan et qui savent quelle est notre place dans cette bataille décisive ».

S'il s'agit de trouver une solution — et c'est ce à quoi nous aspirons — il est indispensable que soient retirées ces accusations infamantes pour les 655 militants du CCI aujourd'hui regroupés dans la tendance, accusation largement diffusée par écrit, au plan national et international, dans les documents du CP et du « comité de correspondance » ces derniers jours. De même, doivent être annulées toutes les mesures d'exception prises par la majorité du CP et notamment le changement, dans la nuit de dimanche à lundi, des serrures des locaux, les nouvelles clés n'étant remises qu'à certains camarades, créant une situation où des responsables et membres de la DN se sont vu dans l'impossibilité d'accéder aux locaux dans lesquels ils se rendent depuis des décennies.

Ne pas prendre ces mesures serait créer une situation grotesque où une direction nationale réunie pour chercher à surmonter la crise de l'organisation accueillerait en son sein des militants caractérisés comme des ennemis de la IV^e Internationale qui veulent la détruire !

Que serait une réunion de direction nationale dans laquelle 23 de ses membres se verraient accusés par les autres membres de porter des coups contre la IV^e Internationale au compte de la classe adverse ? Cela ne serait pas une direction nationale mais un tribunal. Un tribunal d'un genre très particulier s'il se confirme que cette réunion de DN aurait été « élargie » à une sélection de cadres et militants non membres de la DN, mesure arbitraire qui changerait la nature de la réunion et que nous ne saurions accepter (sur quels critères cette sélection ?)

Une direction nationale tenue dans ces conditions accélérerait la marche à l'éclatement de notre organisation. Cela nous n'en voulons pas. Il faut trouver des solutions.

Camarades de la majorité du comité politique et de la direction nationale, il est temps pour vous d'ouvrir les yeux : si en quelques jours, plus du tiers des militants de l'organisation, malgré les sanctions et les menaces, ont rejoint librement cette tendance, c'est qu'elle ouvre une perspective de combat pour une authentique politique de construction du parti à laquelle ils aspirent et qu'ils veulent faire prévaloir dans le respect des règles démocratiques qui sont les nôtres. Alors cessez de vous obstiner à prétendre qu'il s'agit

là d'une « opération » montée par on ne sait quelle « force extérieure ». Laissez tomber l'explication de la crise actuelle par de sombres manipulations « complotistes » auxquelles personne ne croit. Entendez la voix des nombreuses sections de la IV^e Internationale qui vous demandent de reconnaître ce qui est un fait, à savoir l'existence d'une tendance qui regroupe d'ores et déjà plus d'un tiers des militants trotskystes. Car on ne peut pas nier un fait : cette tendance existe. Ecoutez la voix des militants nombreux qui, sans partager les positions de la tendance, estiment plus sage d'en organiser l'existence, que de vouloir précipiter l'organisation dans la crise sous prétexte d'empêcher la discussion politique de se mener sous la forme organisée où des militants ont décidé de le faire, librement, tel que le garantissent les statuts.

Camarades, il dépend de vous que cette direction nationale puisse se dérouler de cette manière positive. Que soient écartés les insultes, anathèmes et accusations infamantes, que soient levées les sanctions et les mesures d'exception, que la DN se tienne à l'abri de ces éléments de dislocation, afin que nous cherchions ensemble les voies et les moyens d'empêcher l'explosion de l'organisation à l'heure où elle a une telle responsabilité au plan national et international.

Certes, cela ne sera pas facile compte-tenu du degré extrême atteint par les tensions internes. Mais c'est possible. Hier, 2 juillet, l'assemblée générale des trotskystes du Vaucluse a adopté la motion suivante à l'unanimité : « L'AG des militants du CCI du 84 s'est réunie le 2 juillet 2015 à Avignon. Militants se reconnaissant dans la majorité de la DN, militants signataires du texte de la minorité de la DN, et militants ne se prononçant à ce jour ni pour les uns, ni pour les autres, nous affirmons que nous avons toute notre place, ensemble, dans notre UD dont nous refusons l'éclatement comme nous en refusons la mise à l'écart de qui que ce soit. Le droit de tendance est un droit statutaire dont doivent pouvoir user les camarades qui le souhaitent dans le respect du centralisme démocratique. Nous considérons que les problèmes, difficultés et désaccords, ne peuvent trouver de solution que par la libre discussion et la démocratie interne. Tous les questions et problèmes posés par les militants doivent obtenir dorénavant des réponses dans le respect de chacun et de tous les camarades et dans le respect du droit de chacun et de tous à défendre son point de vue. C'est ainsi que nous fonctionnons dans cette AG. Nous continuerons à fonctionner. Les différences peuvent et doivent se discuter librement sans anathèmes ni outrances dans le respect de chacun. Les tâches et responsabilités qui sont les nôtres dans la période qui s'ouvre commandent que nous restions unis sur la base de notre programme » (motion adoptée à l'unanimité des 14 présents, 3 camarades absents excusés). Nous estimons que l'adoption de cette résolution par la direction nationale de ce soir serait un pas positif dans le sens du règlement de la crise.

Nous y sommes prêts. Nous attendons votre réponse.

Nous n'avons, pour notre part, pas d'ennemis dans la IV^e Internationale et pas d'ennemis dans sa section française, quels que soient les désaccords.

Fraternellement,

Les 23 membres « suspendus » de la direction nationale (ainsi que le camarade Fargue).
Le 3 juillet 2015, 13 heures

DOCUMENTS INTERNES AU POI/CCI

Aux membres de la direction nationale et aux camarades de l'Internationale

Camarades,

Nous sommes ce qu'on appelle des « vétérans », des anciens de l'organisation. Tous, nous avons rejoint les rangs de la IV^e Internationale avant 1968. Nous sommes avec d'autres parmi les premiers constructeurs aux côtés du camarade Lambert de l'OCI.

Vous comprendrez donc que soyons assez expérimentés pour ne pas être impressionnés par une rhétorique à base d'insultes et d'accusations non fondées et pour comprendre que tout ce bruit et toute cette fureur ne sont qu'un rideau pour masquer un refus de discussion.

Qu'y avait-il de plus simple, face aux réels problèmes politiques qui se posaient dans l'organisation que de maintenir le congrès du CCI à la date prévue et de le préparer par une discussion démocratique, reconnaissant, en accord avec nos statuts, le droit des militants de se regrouper sur la base d'une orientation politique ? Répétons-le : repousser le congrès tout en niant dans les faits – et quelles que soient les arguties – le droit de tendance, au nom du fait que le congrès est repoussé, n'est qu'un tour de passe-passe opposé à la libre discussion politique.

Il y a plus grave. La résolution adoptée par le CP du 29 juin parle de « clique », « d'opération qui s'attaque à ce qui fonde la cohésion de la section française ». Sur cette lancée initiée par les principaux dirigeants de la majorité, le caractère intolérable des attaques contre ceux qui se sont librement associés à une démarche politique, claire et sans équivoque, s'est accentué.

C'est ainsi qu'on peut lire dans un mail du camarade Shapira la qualification « d'opération de scission ». Un terme repris à l'identique (« opération scissionniste ») dans le texte anonyme adressé aux militants de l'Internationale et immédiatement largement diffusé parmi les militants de la section française. Lequel texte, à propos de notre tendance, écrit que la situation actuelle « met la section française de la IV^e Internationale dans le viseur de tous ceux qui, par tous les moyens ont décidé de tout faire pour interdire à la classe ouvrière de se rassembler, avec ses organisations, sur son propre plan de classe et qui savent quelle est notre place dans cette bataille décisive. »

Nous serions donc, pour le seul crime d'avoir exprimé une opinion politique et d'avoir appelé ceux qui la partageaient à se grouper au sein de l'organisation, devenus des ennemis, des destructeurs de la IV^e Internationale et même des saboteurs de l'action de classe de la classe ouvrière et de leurs organisations !

De longues années de combat pour la construction de la IV^e Internationale et de sa section française nous font devoir d'affirmer que ces attaques sont inadmissibles et qu'il serait indigne pour nous de considérer qu'elles constituent un terrain de discussion. Des camarades peuvent penser que, bien ce soit conforme à nos statuts, c'était une erreur politique que de constituer la tendance ; ils peuvent vouloir se référer à la commission de contrôle quant aux conditions de son apparition publique. Pour nous, répétons-le, c'est l'attitude de la majorité de la direction, la décision de mettre au réfrigérateur pendant cinq mois l'exercice du droit de tendance qui sont responsables des tensions. On peut être en désaccord sur ce point, mais il y a un préalable : il faut immédiatement retirer toutes les caractérisations qui désignent les membres de la tendance comme ennemis de la IV^e Internationale, comme clique destructrice, car sur cette base, il n'y a aucune discussion possible.

Il est encore temps de faire place à la politique : annulation de toutes les mesures arbitraires, rétablissement de tous les militants dans la plénitude de leurs droits, respect du droit de tendance qui doit en effet être organisé comme toute activité normale du parti par sa direction. Nous sommes

convaincus que les militants qui ont pris l'initiative de constituer la tendance sont prêts, à tout moment, à discuter de cela avec la direction.

S'entêter dans la voie destructrice d'une dénonciation de la tendance ne conduit pas qu'à une vague d'exclusions : une organisation qui se sépare brutalement et dans la hâte d'un tiers de sa direction nationale, comprenant des camarades éprouvés par des années de militantisme et d'exercice des responsabilités ; rejeter comme « ennemis » des centaines de militants, ce n'est pas procéder à des exclusions, c'est organiser sans discussion une scission que rien ne justifie politiquement et qui aura les conséquences les plus nuisibles, non seulement pour la section française mais pour toute l'Internationale.

Signature (année d'adhésion à la IV^e Internationale) :

- François de Massot (1950)
- Jacques Tarrow (1955)
- Jacqueline Bois (1957)
- Lucien Perron (« avant 1960 »)
- Nicole Dorey (1961)
- Michel Delesque (1962)
- Françoise Probst (1962)
- Jean Delarue (1963)
- Bronislaw Sliupek (1963)
- Yvan Raullet (1964)
- Aline Courbaron (1964)
- Michel Barbe (1965)
- Jacques Chatillon (1966)
- Pierre Lux (1966)
- François Barrois (1967)
- Mario Carrera (1967)
- Hélène Carrera (1967)
- Alain Bony (1967)
- Jean-Pierre Raffi (1967)
- Dominique Gros (1967)
- Guy Jouvét (1967)
- Jeanine Jouvét (1967)
- Jacqueline Trinquet (1967)
- Bernard Trinquet (1967)
- Marcel Lamotte (1968)
- Claire Dreidemy (1968)
- Gilbert Sacconi (1968)
- Marie-France Vuillaume (1968)

Nous, soussignés, membres de la direction nationale du CCI (courant communiste internationaliste du POI), section française de la IV^e Internationale

- Ayant participé à la session de la DN du 27 juin 2015 ;
- Ayant apporté notre soutien au document intitulé « *Revenir à une politique de construction du parti (reliant indissolublement l'intervention dans la lutte de classe au combat politique contre le gouvernement Hollande-Valls et les institutions de la V^e République et de l'Union européenne)* », remis à la direction nationale du CCI du 27 juin 2015 ;
- Ayant décidé de rejoindre la tendance constituée sur cette plate-forme, dans le strict respect de l'article 31 des statuts du CCI, qui « reconnaît le droit de ses militants de se regrouper sur la base d'une orientation politique ouvertement exprimée au sein du courant » et de l'article 32 qui précise qu'« une tendance est un regroupement ouvert et public qui ne peut se constituer que sur la base d'un document présenté devant la conférence nationale annuelle ou adressé à la direction nationale et publié dans le bulletin intérieur » ;
- Ayant voté contre la décision de la DN de reporter le 51^e Congrès du CCI et en conséquence de reporter à fin novembre 2015 l'ouverture de la discussion préparatoire, prévue pour ce 27 juin 2015 ;
- Ayant voté contre la résolution adoptée par la DN qui, au mépris des statuts, renvoie à novembre 2015 la prise en compte de l'existence de la tendance ;

Nous appelons les militants du CCI à rejoindre le combat nécessaire pour la réorientation de la section française de la IV^e Internationale en rejoignant la tendance ainsi constituée sur la base du document mentionné.

Paris, le 27 juin 2015, 19 heures

Les membres de la direction nationale : Seldjouk, Sacco, Ferré, Bastide, Christel, Derry, Dom, Duncan, Franklin, Freddy, Goetz, Jean-Michel, Kim, Laurence, Mery, Pollux, Raffi, Robert, Sammy, Simon, Yves, ainsi que Forgue, membre du SI, invité permanent de la DN (les camarades Gatto et Igor, excusés à la DN s'associent à cet appel).

Je soussigné,
Membre du CCI dans l'UB.....(UD.....)
Déclare rejoindre la tendance constituée sur la base du texte mentionné ci-dessus.

Date : Signature :

DOCUMENTS INTERNES AU POI/CCI

Résolution adoptée par la DN du 27 juin 2015

Considérant

- que la section française de la IV^e Internationale est régie par le centralisme démocratique qui garantit la liberté totale dans la discussion et l'unité totale dans l'action ;
- la décision du camarade Seldjouk de déposer un texte afin de constituer une tendance dans le cadre de la préparation du 51^e Congrès ;
- que nos statuts, aux points 31 et 32, écrivent :

« 31.- La section française de la IV^e Internationale, courant communiste du Parti ouvrier indépendant, organise son fonctionnement interne sur la base des principes du centralisme démocratique. Elle reconnaît donc le droit pour ses militants de se regrouper sur la base d'une orientation politique ouvertement exprimée au sein du courant, droit qui se situe dans le cadre de l'action centralisée du courant et du respect de la démocratie et de la discipline du Parti ouvrier indépendant.

32.- Une tendance est un regroupement ouvert et public qui ne peut se constituer que sur la base d'un document présenté devant la conférence nationale annuelle ou adressé à la direction nationale et publié dans le bulletin intérieur. La section française de la IV^e Internationale condamne formellement les cliques. »

- que le point 16 précise les conditions de la discussion :

« 16.- Pendant la période de discussion préparatoire à la conférence nationale, la direction nationale est responsable de l'édition d'un bulletin intérieur du courant qui doit publier tout document ou résolution émanant de militants ou d'unités de base. »

- la décision de la DN de reporter le 51^e Congrès au mois de février 2016 et donc d'adopter le texte d'ouverture de la discussion à ce congrès à la DN du mois de novembre qui ouvrira l'édition du bulletin intérieur.

En conséquence,

la DN considère donc que c'est à sa session de novembre 2015 que sera examinée la demande du camarade Seldjouk, DN qui ouvrira la discussion du 51^e Congrès.

D'ici là, et en rapport avec l'ensemble de nos échéances, notamment l'objectif de gagner le V^e Congrès du POI, la liberté totale de la discussion sera garantie comme elle l'a été jusqu'à présent, permettant à tout camarade d'exprimer ses nuances ou désaccords.

Adoptée par 45 pour et 21 contre

DOCUMENTS INTERNES AU POI/CCI

Aux responsables d'unités du CCI pour communication à tous les militants du CCI.

Chers camarades,

Vous avez reçu hier (samedi 27 juin) les résolutions adoptées par la DN du CCI qui se tenait en présence de représentants des directions des sections algérienne et brésilienne de la IV^e Internationale.

La DN développait dans ces résolutions les axes politiques du plan de travail de toutes nos unités jusqu'à la rentrée de septembre, ainsi que les raisons qui l'ont amenée à décider de reporter le 51^e congrès du CCI pour se consacrer pleinement, dans les trois mois qui viennent, à la préparation du V^e congrès du POI en lui redonnant un nouveau souffle, afin d'en faire le plein succès dont le congrès du CCI tirera le bilan.

La DN précisait dans une résolution particulière que la demande de déclaration de tendance qui lui était soumise ne pouvait intervenir que dans le cadre de l'ouverture de la discussion du 51^e congrès et qu'en conséquence, la demande ne pouvait être retenue à cette date.

Les trois résolutions ont été adoptées par 45 voix contre 21.

Depuis, dans la journée du dimanche 28 juin, de toutes les régions nous remonte l'information selon laquelle des camarades sont sollicités par un réseau, à l'évidence organisé en dehors de toute structure régulière, pour les inviter à signer le texte de tendance qui n'a pas été retenu par la DN et dont les 21 membres de la DN qui ont voté contre le report du congrès du CCI sont les initiateurs. Il faut noter que ces sollicitations par mail et appels téléphoniques commençaient samedi dès 18h30, une heure après la fin de la DN qui a été tenue, jusqu'à la fin de sa séance, dans le secret le plus absolu de cette opération par ses 21 initiateurs, alors qu'ils participaient à tous les votes reconnaissant ainsi le cadre légitime de la DN dont ils sont membres.

Le secrétariat du CP réuni en urgence, ce dimanche 28 juin, alerte toutes les unités du CCI, sur le fait (inédit dans notre histoire) que 21 membres de la DN ont délibérément et collectivement décidé de violer la décision de l'instance élue par le congrès et détentrice de tous les pouvoirs de direction du CCI entre deux congrès.

Un CP extraordinaire est convoqué lundi 29 à 14h30 pour débattre et prendre les décisions politiques qui s'imposent pour préserver l'organisation et ses règles de fonctionnement, dont le respect est la condition de toute discussion non tronquée dans le cadre du centralisme démocratique.

Les décisions du CP vous seront communiquées lundi 29 juin dans la soirée.

Le secrétariat.

Dimanche 28 juin, 20 h30.

P.S.

Vous trouverez ci-joint :

- les résolutions adoptées par la DN

- l'appel à tendance, qui circule selon un fichier préparé de longue date, que nous décidons de vous communiquer afin que vous puissiez en juger.

DOCUMENTS INTERNES AU POI/CCI

Aurillac, le 3 juillet 2015, 15H

Lettre ouverte au camarade Forgue

Cher camarade François,

Il y a bien longtemps que nous n'avons eu l'occasion de parler ou a fortiori de correspondre. C'est ainsi.

Pour autant, et tu le sais, j'ai pour toi depuis près de 39 ans, politiquement et personnellement, la plus haute considération et ce quoi qu'il advienne en ce soir de DN. Ce n'est pas là une formule de style, ou post mortem, comme trop souvent dans nos rangs

Je viens de prendre connaissance du texte qui circule actuellement à ton initiative.

Cher camarade,

Même si certains de vous êtes biologiquement bien plus jeunes que moi, nous appartenons tous au contingent des « anciens », de ceux qui ont rejoint les rangs de la IV^e Internationale avant 1968, les premiers constructeurs aux côtés du camarade Lambert de l'OCI.

Nous sommes par ailleurs des membres de la tendance puisque nous avons signé sa plate-forme constitutive.

C'est pourquoi je vous propose le petit texte suivant qui pourrait, si vous êtes d'accord, être envoyé à la direction nationale et aux camarades de l'Internationale, avec nos signatures.

François de Massot

PS : Prière de renvoyer à l'adresse mail d'envoi (retourconstruction@gmail.com) en rappelant votre année d'adhésion à la IV^e Internationale.

Je ne suis pas concerné personnellement par ta demande, tu t'en doutes – n'ayant rejoint la IV^e Internationale qu'en 1976 dans le feu de la révolution prolétarienne au Portugal - et ensuite à mon poste de combat dans l'organisation révisionniste liquidatrice, section du SU.

Tu le sais parfaitement puisque tu as eu la charge de notre GER, à la suite du camarade Vespa, puis de l'animation pendant près de 4 ans de la cellule de l'OCI dont j'étais membre sous le blaze «Altman».

C'est dans ce cadre que j'ai accompagné les camarades Nemo et Ulysse au CC de l'OCI à partir de l'automne 1979.

Je voudrais néanmoins ici te donner les raisons pour lesquelles je n'aurais pas signé ton texte et a fortiori la déclaration dite de «tendance».

Dans le PV du CP du 25 février 2015, il y a donc quatre mois et demi, le camarade Ulysse déclare :

« Je l'ai dit au camarade Seldjouk, lors de nombreuses discussions personnelles : qu'est-ce que tu cherches ? A compter ta « minorité » ? A ce qu'elle soit la plus forte possible à la conférence nationale ? Et après ? Pour chercher à grouper dans le parti ? Pour quoi faire ?

On sait tous, et particulièrement Seldjouk et moi, du fait de notre passé commun dans la LCR, la valeur des représentations électives, même dans une organisation révolutionnaire. On sait qu'elle ne reflète pas la réalité de la disposition de l'organisation révolutionnaire dirigée par une direction sur la préparation des

affrontements de classe qui viennent. Et on sait que l'utilisation des « choses parlementaires » entre guillemets, a un ressort qui, indépendamment de la volonté des uns et des autres, s'oppose à l'alignement sur le cours révolutionnaire de la situation de l'organisation révolutionnaire. Et c'est notre responsabilité comme direction.»

Je me s'en suis déjà fraternellement ouvert au camarade Ulysse, début mars 2015.

Mais la tournure des événements, planifiée scrupuleusement depuis des mois, à l'escalade savamment étudiée, au timing soigneusement établi... qu'en quelques heures, un dimanche ensoleillé, 630 camarades «rejoignent» spontanément une «tendance», m'amène à repréciser des choses que tu sais mieux que moi, vu la place que tu occupais dans le dispositif de combat contre le pablisme :

«*Notre passé commun dans la LCR* » est au mieux un mythe.

Une «Tendance» qui vient de loin

Ce mythe a été construit aussi parce que, dès le départ et à sa manière, le camarade Seldjouk entendait s'affranchir du cadre commun légitime de la section française (alors OCI) qui avait livré seule ou presque, le combat contre la destruction pabliste, puis contre la «réunification» sans principes ni bilan de 1963.

Nous avons encore, toi et moi, en mémoire sa fameuse réponse de 1978 à la proposition de Pierre Lambert : «*nous discuterons d'organisation à organisation*».

Outre que déjà la vanité le dispute à l'ignorance, elle concentre à mon sens ce que l'on peut comprendre de sa trajectoire présente et à venir et de ce que le camarade Ulysse soulevait dans «*que cherches-tu ?*»

La crise que nous connaissons aujourd'hui dans le CCI va nous conduire nécessairement à revisiter son entrée dans l'OCI-U. Il n'était pas sur la ligne de la fusion LCI/OCI, mais sur la ligne du maintien de la LCI comme une «*troisième force trotskyste* » jouant entre la LCR et nous.

C'est un fait établi. Seldjouk n'a jamais fait partie de la fraction trotskyste chez les pablistes, et pour cause.

Au contraire, il a développé - déjà - un réseau clandestin d'amis et d'affidés qui entendaient peser avec lui dans la voie d'un «rééquilibrage» interne à une LCI qui aurait duré plus que de raison.

Il n'est d'ailleurs pas neutre de constater que 35 ans après un certain nombre des protagonistes se retrouvent dans la «Tendance»...

C'était le sens de sa tentative de passer *Tribune Ouvrière*, mensuel éphémère de la LCI, à un bimensuel voire un hebdomadaire qui, qu'on le veuille ou non, n'aurait pu être que directement concurrent à *Informations Ouvrières*

Il a fallu que Pierre Lambert lui propose un poste de permanent à IO pour qu'il accepte la fusion LCI/OCI.

Ayant écouté dans sa première tentative - «La LCR orthodoxe» de Filoche au mitan des années 70 - ayant été amené dans un second temps à renoncer à une 3^{ème} force, à l'orée des années 80, Seldjouk a donc choisi d'attendre.

Il a attendu son heure pendant 35 ans chez nous, certain et assuré qu'il prendrait la succession de Lambert. Et quand celui-ci est décédé, il a cru son heure venue.

Quand la direction de la Section française lui a clairement dit que personne ne pourrait remplacer Pierre Lambert et que, désormais, cela serait une direction collective, il n'a pu l'accepter.

La bagarre a commencé là.

Faux ?

Incantatoire et proclamatoire : la SLL a payé le prix fort

Je suis en désaccord profond avec Seldjouk, car sa politique relève de l'incantation, de l'avant-garde auto-proclamée et des raccourcis politiques.

Ses appels à la Constituante, campagne contre l'Union européenne, développement du POI sont complètement en -dehors du temps. Est-ce cela qui correspond aux nécessités de la lutte des classes aujourd'hui ? Cela répond-t-il aux questions : Quoi faire, comment faire, que pouvons-nous faire ? Sa politique est de l'idéologie coupée des masses purement et simplement.

Ce n'est pas à toi, du fait de ton expérience et de tes responsabilités passées, que je vais expliquer les racines profondes de la crise puis de la dégénérescence avancée de ce qui fut la section britannique de la IV^{ème} Internationale en reconstruction.

La systématisation de l'incantatoire et du proclamatoire, le passage de l'organisation de milliers de membres, implantés dans la classe, disposant de positions dans le mouvement ouvrier notamment au plan syndical, un parti totalement autoproclamé : le passage de la SLL au WRP a tué la plus importante organisation trotskyste de l'époque.

Le proclamatoire électoraliste nous guette. Ce qu'on lit, et tu as des millions d'informations que je ne possède pas - et c'est heureux - le démontre : les échos de «l'accord» dans le Finistère, les palinodies montreuilloises, le coté surréaliste des pages POI...

Nous ne pouvons formuler un mot d'ordre gouvernemental, ni encore la question du pouvoir. C'est un fait, le reste n'est que gesticulation.

A la DN, Pollux, pris dans son envol a dit : « *Il faut chasser le pouvoir* ». Quand Lacaze lui a dit : « *C'est cela que tu proposes comme ligne politique : Dehors le gouvernement ?* », il a bafouillé et s'est repris comme il a pu. Mais l'aveu était lâché.

Dans ces textes, Seldjouk parle « *Aussi, aujourd'hui dépouiller de fait le POI de tous ses attributs de parti...* », « *sans poser le problème de la prise du pouvoir par la classe ouvrière et donc de la nécessité d'un parti ?* », « *comment un parti ouvrier qui en mène pas de campagne, sous des formes adaptées sur la question du pouvoir serait-il un parti ?* »

En clair, le Parti est constitué, il doit se comporter en Parti, la question du pouvoir est posée. Ses éditoriaux hebdomadaires et personnels dans IO, c'est Thorez qui donne des ordres à la classe.

Il y a là du pathétique de répétition de ce que Lambert disait de Pierre Frank, alors secrétaire général du PCI après guerre qui ayant obtenu son bâton de maréchal passait le plus clair de son temps à lancer des appels à Thorez et Mollet, au nom « du 3^{ème} parti ouvrier ». En 1972, le hasard de la vie a fait que j'étais dans la cellule de Frank : il n'en démordait pas.

Pour le camarade Seldjouk, c'est son ambition de toujours : diriger un Parti et se prendre pour quelqu'un d'autre.

Ce qu'on lit, et tu as des millions d'informations que je ne possède pas - et c'est heureux - le démontre : les échos de «l'accord» dans le Finistère, etc....

Qu'il en ait conscience ou non, la dérive l'amènerait, à mon sens, à terme à devenir ce que Picquet a fait en sortant formellement de la section du SU.

La vulgate de son « courant » actuel dans le CCI en est tout de même fortement imprégnée.

La religion laïque du camarade Seldjouk

Dans la « campagne » de ses meetings, qui rappellent en pire sa campagne présidentielle de 2002, j'ai eu connaissance de ses propos tenus à Metz.

Son refus obstiné de répondre à une question simple sur l'exigence d'abrogation du statut concordataire d'Alsace-Moselle en dit long sur l'exigence de la « *démocratie politique* » ou de la « *Constituante souveraine* »...

J'ajoute que dans une situation où notre propre gouvernement impérialiste vise à mettre en avant la représentation institutionnelle des « communautés religieuses » comme un carcan dressé contre la classe ouvrière et sa fraction la plus exploitée et exposée, la critique de la « *religion laïque* » auquel il s'est livré au détour d'une phrase en dit long sur sa rupture avec les bases de notre propre histoire.

Quelles que soient les nuances - réelles entre nous tous - sur ce point, P. Lambert, A. Hébert et d'autres nous ont appris la place de revendications démocratiques, comme la séparation des Eglises et de l'Etat, dans la lutte pour la construction d'une représentation politique de la classe accrochée aux combats quotidiens de l'implantation de l'avant-garde dans cette même classe.

Nous écrivions le 3 juin 2015 dans ***D'où partons-nous, où sommes-nous,***

où voulons nous aller ? :

Il est incontestable que nous sommes arrivés bien loin d'où nous sommes partis en réalisant un important chemin, quand en 1978, nous avons réalisé un segment de Front unique avec une partie des libres penseurs historiques qui refusaient que la « Vieille maison » soit sabordée sur l'autel de l'Union de la gauche ralliée à l'union européenne et à l'économie de marché. Nous avons réalisé un regroupement qui, sur le fond (mais pas sur la forme, bien sûr), est totalement identique à ce que nous avons construit dans le mouvement ouvrier depuis, notamment sur le plan syndical.

Toute notre activité depuis 40 ans comme section française en est la marque.

« Nous avons aussi ouvert un autre chantier dans nos colonnes : combattre ceux qui s'estiment « à la gauche du Christ » et qui ne sont que les agents de la Doctrine sociale de l'Eglise. Ils font d'ailleurs alliance avec les sociaux-chrétiens qui sont infiltrés partout. Pour ceux qui ont étudié sérieusement ces questions, le camarade Lambert nous a instruit de toute l'importance des pablo-chrétiens du « **Secrétariat Unifié** » qui agissent en permanence contre l'indépendance du mouvement ouvrier. Par notre activité depuis 30 ans, nous savons aussi que la recherche des substituts et des raccourcis « d'avant-gardes » autoproclamées ne sauraient être cantonnée au seul NPA. Comme l'Eglise, devenue l'un de ses horizons indépassables du fait de l'effondrement du stalinisme, le SU - ses satellites, ses épigones et ses ersatz - a plusieurs fers au feu. Depuis Henri Weber, polémiquant en 1971 contre l'OCI : « Il s'agit d'un courant qui s'est profondément adapté à l'appareil de la social-démocratie, dont il partage le jacobinisme braillard, l'anticléricalisme viscéral, l'anticommunisme primaire et... l'allégeance à la franc-maçonnerie », nous savons, et c'est le moins que l'on puisse dire, que la Libre Pensée n'y a pas beaucoup d'amis... »

Et maintenant ?

J'écrivais ce matin même à la camarade Victoria :

« Je suis sincèrement désolé que, pour des raisons qui leur sont propres, d'authentiques camarades trotskystes, qui ont fait leurs preuves, « tombent dans ce panneau » grossier.

Ma désolation ne s'applique donc évidemment pas à la camarilla courtisane et abjecte qui, depuis des décennies et par strates successives, bourdonnait - certainement encore et toujours - autour de « Daniel », feu le dauphin putatif. »

Je m'interroge : A la situation de bascule où nos camarades ont besoin de s'appuyer sur la section française, et cela est vrai dans d'autres pays. Quelle est la signification d'ouvrir une situation de division dans la section française par rapport à la IV^e Internationale ? On a une responsabilité, pas par rapport à ses propres intérêts, par rapport à l'intérêt de la IV^e Internationale.

Les 25 années de situation - réelle ou supposée - de « dauphiné » n'ont pas été sans conséquences sur la vie politique de la section française.

Conséquences, y compris personnelles ou matérielles, durables.

Beaucoup l'ont payé de « disgrâce » ou de « mise au placard ».

Tu en sais, j'en sais, ô combien, quelque chose.

Au passage, même si ce n'était pas obligatoirement l'objet premier, il fallait aussi écarter ceux qui savaient pour la fable du « passé commun »...

La **fidélité au Programme** submergeait cela.

Mais là, il s'agit d'autres choses, il s'agit d'un coup porté contre la IV^{ème} Internationale dans cette période de bascule.

Le plus criminel est, à mon sens, que bien des camarades de l'Internationale qui risquent de s'embarquer dans l'aventure n'ont pas conscience qu'au bout du compte, il n'y a là que ses « *propres intérêts* » et ses propres rancœurs...

Voilà, cher camarade Forgue, cher François, ce qu'avec respect je voulais t'écrire.

Avec mon salut communiste fraternel,

Langlade

Informations concernant le déroulement de la DN du 3 juillet 2015

La DN extraordinaire du CCI convoquée par le CP 29 juin 2015 s'est tenue comme prévu ce vendredi 3 juillet de 19 heures à 23 heures. L'appel des présents faisait apparaître, à l'ouverture de la DN, que 5 camarades étaient absents excusés (Diriclet, Isso, Jiry ; Kovacs ; Sammy) et que 20 absents n'étaient pas excusés (Bastide ; Christel ; Derry ; Dom ; Duncan ; Ferré ; Franklin ; Freddy ; Gatto ; Igor ; Jean-Michel ; Kim ; Laurence ; Mery ; Raffi ; Robert ; Seldjouk ; Simon ; Yves auxquels il faut ajouterle camarade Forgue invité permanent à la DN au titre du SI également absent non excusé).

Tous les invités étaient présents.

Comme d'habitude après l'appel des présents, était formulée la proposition d'ordre du jour :

- 1- rapport de la Commission de contrôle saisie par le CP
- 2- Rapport sur la situation de la section française de la IV^e Internationale (Lacaze)

Dès avant le vote de l'ordre du jour le camarade Sacco a demandé à s'exprimer au nom des 23 camarades suspendus a demandé à intervenir sur l'ordre du jour. Il est intervenu en lisant de larges extraits de la lettre envoyée par les 23 camarades suspendus par le CP dont seul les trois camarades Sacco, Pollux, Goetz étaient présents (lettre des 23 soutenue par le camarade Forgue, qui était dans le dossier pour tous les membres de la DN et qui est jointe à cet envoi).

Dans un souci d'apaisement, bien que l'intervention du camarade Sacco n'ait pas porté sur l'ordre du jour et pour trouver des solutions propices au rassemblement de la section, le camarade Sacco n'a pas été interrompu.

Il a été écouté par toute la DN dans le plus grand respect.

Alors que la présidence de séance allait tenter pour la seconde fois de soumettre l'ordre du jour au vote de la DN, le camarade Sacco demandait à reprendre la parole, ce qui lui fut accordé. Il concentrait cette fois son intervention sur la « question préalable » adressée à la DN exigeant que soit levée la décision de suspension des 23 membres de la DN engagés dans la signature d'un document demandant la constitution d'une tendance.

Comprenant ce qui était en jeu du point de vue de la recherche de préserver l'unité de la section, la présidence de séance indiquait au camarade Sacco qu'elle considérait sa demande recevable, mais que pour pouvoir trancher et répondre aux exigences qu'il était venu présenter au nom des 23, la DN devait pouvoir en discuter. Ce, d'autant que l'ordre du jour proposé prévoyait un rapport de la Commission de contrôle.

Le camarade Goetz demandait à son tour de prendre la parole pour lui aussi réitérer en préalable à toute discussion les exigences formulées à l'adresse de la DN par les 23 membres de la DN.

Encore une fois, un camarade de la DN est intervenu pour attirer l'attention sur ce fait de simple logique : il n'était au pouvoir de personne de décider à la place des instances régulières élues et dans ce cas la DN, et qu'en toute la DN était tout à fait disponible pour examiner les exigences contenues dans la « motion préalable » qui lui étaient adressée par les camarades Sacco et Goetz. Encore fallait-il qu'il lui soit possible d'en débattre. Précisons que tous les membres de la DN sans exception avaient été régulièrement invités à participer à cette DN sans que le moindre préalable ne soit mis à leur participation.

Personne ne pouvait comprendre, alors que la DN était réunie en séance régulière, que quiconque ou quelque organisme que ce soit, puisse répondre à sa place.

Il était une nouvelle fois demandé aux camarades Sacco, Goetz, Pollux de prendre en compte ces arguments de simple bon sens, de laisser la DN débattre pour pouvoir répondre à leurs exigences.

Bien sûr, ils étaient invités à participer à cette discussion comme à toute la session de la DN. Ce, d'autant que dans le souci d'avancer dans la voie d'une solution pour préserver l'unité de la section, aucune décision n'avait été proposée à la DN et qu'aucun projet de résolution n'avait été soumis à la DN avant que celle-ci ait souverainement discuté de la situation.

Malgré ces arguments, n'obérant rien de la suite, les camarades Sacco, Goetz et Pollux se levaient et quittaient la salle.

La DN procédait au vote de l'ordre du jour et commençait ses travaux. Vous trouverez ci-joint trois résolutions adoptées, après une large discussion à l'unanimité des membres de la DN. Le rapport de la commission de contrôle était aussi adopté à l'unanimité. Il est joint à cet envoi.

La DN extraordinaire du CCI, convoquée en urgence ce 3 juillet par le CP, appelle toutes les UB et tous les militants du CCI à défendre la section française de la IV^e Internationale.

La DN extraordinaire du CCI les appelle à rétablir les conditions d'une discussion non biaisée dans ses rangs, au moment où le plus grand tournant de la situation mondiale depuis la guerre est en cours.

1-Les faits.

La DN du 27 juin n'était pas terminée que des centaines de militants de toutes les régions étaient contactés dans un temps record par téléphone ou par mail -révélant l'existence d'un fichier préalablement préparé ainsi que l'existence d'un état-major clandestin coordonnant « l'opération » avant même que la DN ne soit terminée- pour les inviter à signer un texte se présentant comme la plate forme d'une tendance que la DN du CCI aurait refusé de reconnaître, en violation des statuts du CCI.

Il s'agit d'un fait sans précédent dans notre histoire que de voir brusquement surgir dans le CCI une organisation parallèle structurée et dans la direction de laquelle 23 membres de la DN se sont révélés directement impliqués.

Une opération soigneusement préparée fondée sur une gigantesque falsification.

La DN du 27 juin avait adopté trois résolutions : une résolution politique générale centrée sur la préparation du V^o congrès du POI appuyée sur les forces dégagées le 6 juin engagées dans la construction, avec nous, de l'appareil politique de la lutte ; une résolution décidant de reporter le 51^o congrès du CCI à une date postérieure au congrès du POI afin de concentrer toutes nos forces dans sa préparation ; et une résolution reportant, en conséquence, toute discussion sur la reconnaissance d'une tendance à l'ouverture de la discussion régulière de préparation du 51^o congrès du CCI.

La DN du 27 juin a voté par 45 voix contre 21 la résolution politique générale.

La DN a voté par 45 voix contre 21 le report du 51^o congrès du CCI.

La DN a adopté par 45 voix contre 21 la résolution décidant de repousser la discussion sur la reconnaissance de la tendance à la DN de novembre qui ouvrira la discussion du 51^o congrès du CCI.

La DN en avait-elle le droit, oui ou non ?

Que ce vote ait déplu à Seldjouk, comme ce fut le cas lorsque l'amendement qu'il a opposé au point 5 de la résolution de la DN du 30 mai a été rejeté, que ce vote ait déplu à 21 membres de la DN, c'est naturel et compréhensible. A contrario, soulignons qu'à de nombreuses reprises la DN a voté, tout ou partie d'amendements présentés par Seldjouk.

Il n'en demeure pas moins que, dans une organisation régie par le centralisme démocratique, la DN est légitimement fondée à adopter des résolutions qui recueillent la majorité des suffrages et à faire en sorte que ces résolutions adoptées soient la loi pour toute notre section.

Il n'en demeure pas moins que la DN du CCI est fondée à poursuivre la mise en œuvre de la résolution adoptée à la conférence nationale extraordinaire du 7 mars dernier et donc de mettre au centre de l'activité de la fraction la préparation du V^o congrès du POI, en s'appuyant sur les centaines et les centaines de militants associés au 6 juin et reliés par l'animation du « débat » ouvert dans IO, tribune libre de la lutte des classe et journal du POI.

Prétendre le contraire, contester à la DN le droit de décider pour tout le courant trotskyste -ce qui ne condamne pas au silence les camarades éventuellement en désaccord avec les décisions prises, comme en témoigne abondamment la publication régulière des procès-verbaux du CP- c'est s'émanciper des règles élémentaires de fonctionnement de notre courant, c'est tenter de faire sauter la clef de voûte qui garantit la cohésion de la section.

2- Une grossière falsification.

La DN dénonce comme une grossière falsification le fait de présenter la décision de reporter le 51^o congrès comme une manœuvre visant à interdire toute discussion dans les rangs du CCI.

La DN a approuvé par 45 voix contre 21 les raisons qui lui ont été fournies pour repousser ce congrès.

Elle a approuvé par 45 voix contre 21 la décision de concentrer toutes les forces de la fraction, s'appuyant sur le succès du 6 juin, pour faire du V^o congrès du POI, un congrès véritablement « ouvert », partiellement régénéré, capable de faire sortir le POI de la stagnation qui est la sienne depuis des années.

Elle a approuvé par 45 voix contre 21 la volonté de mener à fond la discussion préparatoire au 51^o congrès dans la sérénité que la réussite collective du succès du congrès du POI devrait permettre de nous donner.

Quant au droit de tendance -inscrit dans nos statuts et que personne n'a proposé de remettre en cause- il s'exerce comme tous les autres droits dans une organisation comme la nôtre. Il s'exerce dans le cadre du centralisme démocratique, c'est à dire dans le respect des décisions politiques prises à la majorité par la DN ou par les congrès. Le droit de tendance, dans le CCI, n'est pas le droit pour n'importe qui, à n'importe quel moment, en fonction de son bon plaisir, de proclamer une tendance.

L'exercice du droit de tendance a pour objectif de contribuer, par les positions politiques qu'elle soumet à la discussion de renforcer l'organisation par le débat démocratique sur les problèmes d'orientation posés par la situation.

Il n'a nullement été question de remettre en cause ce droit. La DN a demandé aux camarades qui proposaient de proclamer une tendance, conformément à la décision de report qu'elle venait de prendre, d'attendre que le congrès du POI ait eu lieu (trois mois).

La DN tient à souligner ce fait, pour le moins curieux, que ces 23 camarades qui proclament dans leurs textes, qu'ils n'ont pas de divergences fondamentales sur le programme, sur la situation politique, sur les grandes orientations de notre intervention dans la lutte des classes ou bien sur la nécessité de construire le parti ouvrier indépendant, aient brutalement décidé de passer à des mesures antistatutaires s'émancipant des règles du centralisme démocratique, brisant, de fait, tout lien de solidarité organisée avec les militants de la section française.

La DN considère qu'il est pour le moins curieux que les initiateurs du texte n'aient pas saisi la commission de contrôle pour contester la légalité de la décision de la DN.

3- Pourquoi cette hâte subite ?

La DN du CCI tient à souligner le moment précis de la situation.

La décision de défier délibérément toutes les règles de fonctionnement de la section française se produit immédiatement au lendemain du succès du 6 juin, qui se trouve être à l'intersection de deux processus étroitement reliés entre eux, celui qui conduit, avec notre aide (l'aide du courant et du parti), à la construction de l'appareil politique de la lutte et, dans ce mouvement, celui de l'enracinement du parti dans la classe à la veille des plus grands combats.

Cette décision aboutit à embrouiller la discussion, risquant de paralyser la fraction et donc de gêner la mise en œuvre des décisions légitimes et souveraines prises par la DN.

La DN appelle tous les militants du CCI à faire bloc, à mettre en œuvre les décisions prises, à faire en sorte qu'IO prenne sa place (centrale) dans la construction du POI.

La tentative de réduire, autant qu'il était possible de le faire, dans le texte de la prétendue tendance, la portée du succès du 6 juin et de la bataille pour construire « l'appareil politique de la lutte », revêt une signification qui dépasse, espérons-le encore, la volonté de ses initiateurs, cette prise de position « critique » instille, en effet, le doute et la suspicion.

Que faut-il en conclure ?

4- La DN du CCI invite les camarades à lire attentivement le texte de Seldjouk pour en vérifier eux-mêmes le contenu.

Depuis un an, selon l'auteur de ce texte, la direction du CCI, renonçant aux enseignements du marxisme ferait procéder la construction du parti du mouvement objectif de la lutte des classes et aurait décidé de faire taire le POI pour se consacrer à l'organisation des cadres syndicaux.

La DN du CCI fait remarquer que le camarade Seldjouk, qui dénonce le changement radical d'orientation qui se serait produit depuis un an et qui menacerait le POI d'extinction, oublie allègrement un détail : l'érosion des effectifs du POI dure depuis au moins 6 ans. Le POI a perdu 2.500 adhérents depuis 2009 et 4.700 par rapport aux membres fondateurs, période où il exerçait, avec les autres membres de la direction du CCI qu'il accable aujourd'hui, les plus hautes responsabilités dans le POI, animant campagnes et meetings car, selon lui, un parti qui ne peut exister qu'en formulant la question du pouvoir.

La DN rappelle qu'une première analyse de l'état « routinier » dans lequel la vie du POI s'était progressivement enfoncée au fil des ans a été entreprise à la DN du 14 février et reprise dans la conférence nationale du 7 mars. Cette première réflexion débouchait sur la proposition de préparer l'assemblée du 6 juin conçue comme un tremplin pour le congrès ouvert du POI. Rappelons que c'est à l'unanimité que la conférence nationale extraordinaire du CCI du 7 mars (il y a trois mois) votait une résolution proposant de reporter le congrès du POI afin de préparer la réunion du 6 juin. Rappelons aussi que le 30 mai la DN a voté à l'unanimité avec 5 abstentions une « feuille de route » préparatoire au 6 juin dont personne ne conteste qu'elle a été totalement respectée.

Tout ceci est passé sous silence. Que le camarade Seldjouk soit en désaccord avec la première analyse faite sur les causes de la stagnation du POI et sur les remèdes qu'il convient d'y apporter, c'est son droit, mais qu'il la fasse simplement disparaître, comme il fait disparaître les décisions de la DN, ne relève pas de la discussion honnête entre militants de la même organisation.

5- La DN, réunie le 3 juillet, ayant constaté qu'après la campagne de signatures des 27, 28, 29 juin, les initiateurs de cette campagne avaient récidivé en réunissant à l'AGECA une assemblée RP des signataires de leur texte, estime que 23 camarades ont foulé au pied le cadre régulier de la section française de la IV^e Internationale.

La DN lance un dernier appel aux initiateurs de cette campagne pour leur demander de cesser immédiatement et sans conditions l'activité qu'ils ont engagée. Il est encore temps.

La DN constate que de manière délibérée les 23 dans un courrier adressé au CP mettent des conditions préalables à la tenue et à la discussion de la DN.

La DN constate que les 23 ont refusé d'assister à la réunion du 3 juillet, leurs 3 représentants ayant quitté la séance dès le début de la séance, après que la DN ait refusé d'accepter les conditions qu'ils voulaient lui imposer.

La DN rejette le diktat que la prétendue direction de tendance composée de 23 membres de la DN prétend lui imposer et confirme la décision du CP de suspendre les 23 membres de la DN ainsi que l'invité

permanent François de Massot et prolonge cette suspension jusqu'au plénum convoqué en septembre.

Attaché à la défense de l'unité de l'organisation, la DN convoque pour septembre un plénum, c'est à dire la conférence du CCI composée des délégués au 50° congrès et des membres de la DN, conformément à nos statuts.

Pour la DN, dans la situation actuelle, rien ne peut justifier un refus de se conformer à cette demande de la part de militants qui jurent leur accord avec l'analyse de la situation politique faite par le CCI, qui disent ne pas avoir de désaccords fondamentaux avec la politique du CCI et du SI de la IV° Internationale, et qui affirment que leurs désaccords portent essentiellement sur la mise en œuvre de la construction du parti.

La DN du CCI appelle tous les militants toutes les UB à resserrer les rangs, rétablir nos normes de fonctionnement en assurant la réalisation des tâches exposées dans la résolution générale adoptée par la DN du 27 juin.

Tous les militants de la section française de la IVe Internationale doivent être conscients de leurs responsabilités à l'égard de la IV° Internationale et de ses sections.

Adoptée à l'unanimité

DOCUMENT PUBLIC DU POI/CCI

6 juillet 2015



Victoire du vote "NON" en Grèce Une défaite pour l'Union européenne et ses valets Une victoire pour le peuple grec, au compte de tous les peuples d'Europe

Des banlieues ouvrières aux villages les plus reculés, les travailleurs, chômeurs, retraités, petits paysans et commerçants ruinés, les jeunes (à plus de 67 %) ont massivement voté « non » au référendum convoqué ce 5 juillet 2015.

À l'annonce de la victoire du vote « non » (à 61 %), des milliers sont descendus dans la rue.

« *Aucun sacrifice pour l'euro et la dette !* », « *Dehors la troïka, dehors les mémorandums d'austérité !* » : les travailleurs grecs l'exigent.

C'est une défaite infligée à l'Union européenne, à la BCE et au Fonds monétaire international (FMI), qui, pendant cinq ans, ont saigné le peuple avec leurs « mémorandums » d'austérité, contre lesquels grèves et manifestations se sont multipliées.

C'est une défaite pour Obama, Hollande, Merkel, Juncker... et leurs médias « à la botte », qui, comme lors du référendum en France en 2005, appelaient à voter « oui », à coups de chantage et de mensonges.

C'est une défaite pour tous ceux qui, en Grèce, appelaient à voter « oui ».

C'est une défaite des ex-Premiers ministres Samaras (de droite) et Papandréou (« socialiste ») qui appelaient à voter « oui ».

Une défaite aussi des dirigeants de la prétendue Confédération européenne des syndicats (CES) qui dénonçaient ce référendum comme facteur de division du peuple grec, se plaçant ainsi aux côtés des patrons et des gouvernements de tout le continent.

Les travailleurs et les jeunes ont répondu à cette honteuse campagne : ils se sont regroupés et ont affirmé leur unité dans le vote « non ».

Ils ont ainsi mis en échec toutes les manœuvres de ceux qui appelaient à voter nul ou à s'abstenir, comme par exemple les dirigeants du Parti communiste grec (KKE) qui appelaient à voter nul et dont plus de la moitié des électeurs ont choisi le vote « non ».

Le « non » massif ouvrier et populaire est l'expression de la résistance des travailleurs et du peuple contre les mesures d'austérité, les privatisations et la destruction des services publics (hôpitaux, écoles...), la remise en cause des conventions collectives et les licenciements, en Grèce comme dans chaque pays d'Europe.

Le « non » du peuple grec rejoint le combat engagé par les travailleurs et leurs organisations en France pour défaire la politique du gouvernement Hollande-Valls, pour le retrait de la loi Macron, du pacte de responsabilité, de la loi Touraine, de la « réforme du collège », des plans de licenciements...

Le vote « non » du peuple grec ouvre la voie aux travailleurs de toute l'Europe.

Il met à l'ordre du jour la rupture avec l'Union européenne des capitalistes, des banquiers et des spéculateurs !

Ce 5 juillet met à l'ordre du jour le démantèlement de l'Union européenne, de l'euro, le combat pour chasser le FMI et contre chacun des gouvernements qui se soumettent à ces institutions capitalistes !

Le résultat du 5 juillet se dresse contre tous ceux qui prétendent endormir les travailleurs en parlant « d'Europe sociale », d'une Union européenne « plus démocratique ». Il se dresse aussi contre tous ceux qui voudraient imposer le retour à des « négociations » dont le seul objectif est d'aider le gouvernement Tsipras à signer « un bon accord », conforme aux exigences des étrangleurs du peuple grec.

Ce 5 juillet met à l'ordre du jour, en Grèce et dans tous les pays, de manière immédiate, l'annulation de tous les « mémorandums » et des mesures d'austérité, ainsi que l'annulation de la dette. Au-delà, il pose la question de la nationalisation des banques sans indemnité ni rachat.

Piétinant le vote souverain du peuple grec, l'Union européenne et l'Eurogroupe exigeaient – et obtenaient – du gouvernement grec la démission du ministre des Finances, dès le 6 juillet au matin. Comme après la victoire du vote « NON » en France le 29 mai 2005, l'Union européenne, c'est le viol de la démocratie !

Le Parti ouvrier indépendant (POI), constitué en 2008, a inscrit sur son drapeau le combat pour la rupture avec l'Union européenne, pour l'union libre des peuples d'Europe, libérés de l'exploitation et de l'oppression.

Le POI a dès l'annonce du référendum par le premier ministre grec, pris position pour la victoire du vote « NON », aux côtés des travailleurs et jeunes de Grèce. Le 2 juillet, l'un des secrétaires nationaux écrivait : « Une victoire du vote non au référendum suffira-t-elle ? Non, mais elle peut constituer un point d'appui, un encouragement pour la mobilisation directe de la classe ouvrière et des couches populaires, pour mettre en échec les exigences meurtrières de la troïka. C'est pourquoi l'attention de tous les travailleurs d'Europe est tournée ces jours-ci vers la Grèce. »

Le Parti ouvrier indépendant, qui prépare son V^e Congrès ouvert (novembre 2015), appelle fraternellement les travailleurs, les jeunes, les militants ouvriers de toutes tendances de France, à agir ensemble

* pour la rupture avec l'Union européenne et ses institutions, au service des capitalistes et des banques ; pour l'annulation de la dette, aux côtés du peuple grec et des peuples de toute l'Europe ;

* pour l'unité des travailleurs et des organisations, pour l'indépendance des organisations syndicales, pour bloquer et mettre en échec la politique anti-ouvrière et anti-démocratique du gouvernement Hollande-Valls, fidèle exécutant des directives de Bruxelles.

Rejoignez le POI !

Les secrétaires nationaux du POI

Daniel Gluckstein, Jean Markun, Gérard Schivardi

DOCUMENTS INTERNES AU POI/CCI

Information aux membres du Bureau national du POI

Camarades,

Samedi 5 juillet, empêchés l'un et l'autre, pour des raisons différentes, de participer au Bureau national du Parti, nous avons fait l'objet de démarches particulières, en tant que secrétaires nationaux du POI, de la part de membres de la direction du courant CCI.

L'un d'entre nous, Jean Markun, a été contacté téléphoniquement par un camarade de la direction du CCI qui lui a proposé de le voir rapidement. À l'appui de cette demande, de lourdes accusations portées contre le troisième secrétaire national du Parti, notre camarade Daniel Gluckstein, « responsable » selon lui, de toutes les difficultés rencontrées dans la construction du POI, et de la crise qui, apparemment, secoue en ce moment le CCI.

L'autre, Gérard Schivardi, a été contacté par un responsable local du CCI qui lui a proposé de rencontrer au plus vite deux responsables nationaux de ce courant pour les mêmes objectifs et les mêmes motifs.

Dans le même temps, nous apprenons qu'un document circule largement, que relayait en particulier certains membres de la direction du CCI, un document qui formule des accusations calomnieuses contre le même camarade, accusé notamment d'avoir « attendu son heure pendant 35 ans » au sein de l'organisation trotskyste, agissant donc comme un élément infiltré (au compte de qui ? Au compte de quoi ?) dans l'objectif de construire un « réseau clandestin » sans le moindre début de preuve à l'appui de ces assertions.

Secrétaires nationaux du POI depuis sa fondation, aux côtés du regretté Claude Jenet disparu il y a sept mois, et de Daniel Gluckstein, nous n'avons pas à porter jugement sur les désaccords internes qui traversent le courant CCI. Mais nous tenons à déclarer que nous n'acceptons pas que le POI soit pris en otage par des responsables qui veulent y introduire les désaccords existant dans l'un de ses courants.

Nous renouvelons notre confiance à notre camarade Daniel Gluckstein avec qui nous avons établi des relations de coopération constructive depuis tant d'années.

Nous dénonçons la calomnie comme étrangère au mouvement ouvrier et démocratique. Nous estimons que tous les militants, tous les responsables, y compris ceux du POI à quelque courant qu'ils appartiennent, devraient d'une seule voix condamner les procédés auxquels recourt cette lettre de dénonciation qui rappelle les pires heures du mouvement ouvrier. Serions-nous revenus au temps « des procès staliniens ? »

Nous réaffirmons notre volonté de poursuivre la construction d'un authentique Parti ouvrier indépendant, dans le respect de la démocratie ouvrière et des positions de chacune de ses composantes.

6 juillet 2015

Gérard SCHIVARDI
Jean MARKUN

Secrétaires nationaux du POI

DOCUMENTS INTERNES AU POI/CCI

Aux membres du Conseil général de la IVe Internationale

6 juillet 2015

Chers camarades,

Vous suivez depuis le samedi 27 juin les étapes successives de la crise ouverte dans la section française par la décision de la direction nationale de reporter le congrès du CCI, son refus de reconnaître la tendance constituée par 24 membres de la direction nationale (Comité central) du CCI conformément aux statuts sur la base du texte politique intitulé « Pour le retour à une orientation de construction du parti ». Nous vous avons fait parvenir plusieurs documents d'information sur cette crise.

Une nouvelle étape a été franchie par la direction nationale réunie le 23 juillet. Depuis cette DN, un tiers de la direction se trouve de fait exclue de l'organisation. De fait, car, confrontée aux protestations qui se multiplient au sein du CCI, la DN, formellement, « n'a prononcé que » la prolongation de la suspension. Suspension qui nous retire non seulement toutes nos responsabilités, mais qui nous prive de tous nos droits de militant. C'est donc une exclusion de fait. Une exclusion qui frappe un tiers de la direction nationale élue au précédent congrès, une exclusion qui menace les centaines de militants qui refusent de se désolidariser des militants sanctionnés, cela porte un nom : une rupture politique qui casse en deux l'organisation. Et tout cela pourquoi ? Parce que la majorité de la direction nationale refuse catégoriquement que se mène la discussion qu'exigent des centaines de militants : pourquoi avoir tourné le dos à la résolution du 50^e congrès, pourquoi avoir substitué une autre orientation à celle décidée alors ?

Il ne s'agit pas de savoir si nous avons raison ou tort. Cela, seule la discussion pourrait l'établir. Mais la question est : pourquoi la majorité de la DN est-elle prête, à la veille de la crise révolutionnaire, à infliger ce coup majeur à la section française et à toute l'Internationale ?

Membres de la direction nationale, nous sommes d'abord et avant tout des militants de la IVe Internationale intervenant dans la lutte de classe et dans la construction du parti. Comme le sont les 673 adhérents de notre tendance, eux aussi menacés. Nous n'accepterons jamais d'être des « suspendus » de quoi que ce soit, et encore moins « exclus ». Nous avons des responsabilités immédiates et quotidiennes dans la lutte de classe. Nous les avons toujours assumées. Nous les assumerons !

La lutte de classe et l'action politique ne sont pas « suspendues ». Au moment où toute l'Europe est ébranlée par le Non du peuple grec, ce ne sont pas des mesures contraires à toutes nos traditions qui nous paralyseront. Composante légitime de la IVe Internationale et de sa section française, personne ne nous exclura de la lutte des classes. Le 4 juillet, nous avons écrit au bureau politique pour l'informer qu'à tout moment une délégation de la tendance était prête à une rencontre pour prévenir l'éclatement de l'organisation et chercher ensemble une solution. Nous n'avons reçu aucune réponse.

Camarades du conseil général, nous sommes tous des militants trotskystes qui, en toutes circonstances, sommes amenés à prendre, en fonction des nécessités de la lutte de classe, des initiatives et les mesures assurant la poursuite du combat pour la construction du parti révolutionnaire et de la IVe Internationale. Cela vaut pour chaque militant de la IVe Internationale, « suspendu/exclu » ou non.

Nous l'avons toujours fait. Nous continuerons de le faire sans pour autant cesser un instant de chercher à rétablir les conditions nécessaires à l'unité de l'organisation.

Mais pour y parvenir, nous n'avons plus maintenant comme seul recours que l'intervention des membres du conseil général, dès lors que le CP refuse toute discussion, et que même la commission de contrôle a - fait sans précédent dans notre histoire --, soumis à la DN un rapport nous condamnant sans même avoir proposé de nous entendre !

Tous, militants expérimentés, vous savez parfaitement que les désaccords dans la section française ne sont pas apparus le 27 juin et qu'ils ne cessent de s'exprimer et de s'approfondir depuis un an. Aujourd'hui même, s'agissant de la Grèce, nous voyons nettement deux orientations contradictoires s'exprimer dans la section française. Tous, vous comprenez que la théorie de la « conspiration » que développe la majorité de la DN depuis une semaine n'explique en rien que plus du tiers des militants du CCI aient officiellement adhéré à la tendance, que des centaines d'autres la regardent avec sympathie. Pas plus que cette théorie ne peut justifier qu'un tiers de la direction nationale soit exclue de fait, et des centaines de militants sommés de renoncer à leurs idées sous peine de connaître le même sort. Comme l'écrit un militant du CCI qui n'appartient pas à notre tendance : « *Tous les camarades ayant assisté au 50e Congrès, puis à la dernière conférence nationale, attestent de désaccords publiquement exprimés par ces camarades, dans le cadre des instances nationales les plus importantes de notre organisation. Ces mêmes désaccords ont été confirmés en interne, dans les comptes-rendus de la DN adressés à toutes les cellules. Dès lors, était-il anormal, voire « complotiste » et dangereux pour l'organisation que des militants, dans le cadre du centralisme démocratique, puissent se référer à ces deux points de vue, dans les discussions militantes ?* » Ce camarade a raison ! C'est bien l'accentuation politique des désaccords, la netteté des divergences clairement exprimées dans le refus obstiné de la direction d'engager toute campagne politique pour la rupture avec l'Union européenne et contre les institutions réactionnaires de la Ve République et le gouvernement Hollande-Valls qui explique la mobilisation des militants. La réalité politique c'est que du bas au sommet de l'organisation, se manifeste la volonté de débattre et de décider sur l'orientation? N'est-ce pas cette réalité qu'une direction responsable - quelles que soient les divergences, devrait d'abord prendre en compte ? D'autant plus que la tendance ne fait que demander sa reconnaissance, donc son insertion dans le fonctionnement régulier de l'organisation, et par là même, la mise en œuvre des dispositions régulant l'exercice du droit de tendance ?

Tous, vous savez car ce sont nos traditions, qu'une réelle discussion à égalité est impossible si au préalable, on exige de camarades qu'ils acceptent sans sourciller d'être dénoncés comme des saboteurs du mouvement ouvrier et des ennemis de la IVe Internationale qu'il faudrait « réduire à néant ».

Tous, vous nous connaissez depuis des décennies. Tous, vous savez ce qu'il faut penser de l'ignoble campagne calomniatrice engagée dans un document à large circulation diffusé par les membres de la DN qui ose prétendre que le camarade Seldjouk, après avoir été littéralement « acheté » par Pierre Lambert en 1980, aurait « *attendu son heure pendant 35 ans chez nous* », continuant à développer « *un réseau clandestin d'amis et d'affidés* » aux seules fins d'assouvir « *son ambition de toujours : diriger un parti et se prendre pour quelqu'un d'autre* ». Comment comprendre qu'aucun membre de la majorité de la DN n'ait eu le réflexe naturel, banal pour tout militant trotskyste : faire front face à la calomnie, dénoncer des méthodes étrangères au mouvement ouvrier ? Comment comprendre qu'au lieu de cela, certains d'entre eux fassent largement circuler cette lettre - y compris à l'extérieur du CCI...

Pour préserver l'Internationale et son intégrité, pour rétablir l'unité de la section française, le Conseil général doit intervenir.

Camarades du Conseil général,

Soutenez la demande de la tendance de rencontrer la direction du CCI de manière urgente.

Appelez au rétablissement dans le CCI des conditions permettant l'action commune de tous les militants et la discussion nécessaire à la préparation d'un congrès légitime et démocratique :

- Annulation de toutes les sanctions
- Abandon des accusations infamantes
- Respect du droit de tendance.

Dites « non » à la calomnie

Si nécessaire, si une solution n'est pas trouvée, alors s'impose une réunion extraordinaire du Conseil général. Il y va de l'avenir de la IVe Internationale.

Les 23 de la DN,

Seldjouk, Sacco, Ferré, Bastide, Christel, Derry, Dom, Duncan, Franklin, Freddy, Gatto, Goetz, Igor, Jean-Michel, Kim, Laurence, Mery, Pollux, Raffi, Robert, Sammy, Simon, Yves, membres de la DN du CCI Forgue, membre du SI, invité permanent

DOCUMENTS INTERNES AU POI/CCI

Information aux membres de la tendance « Pour le retour à une politique de construction du parti »

Note sur la Grèce - 7 juillet 2015

« C'est une victoire pour le peuple grec au compte de tous les peuples d'Europe », affirme la déclaration des secrétaires nationaux du POI.

Ce résultat n'était pas donné d'avance : Tsipras lui-même, à trois jours du référendum, avait envisagé la possibilité de l'annuler. Il y avait la pression venue de différents secteurs, y compris au sein des organisations ouvrières pour détourner du vote « non », les contre-manifestations présentées comme l'expression d'un courant d'opinion équivalent en faveur du oui et en faveur du non. Les médias, la veille du vote, annonçaient un résultat très serré.

Et ce fut en réalité une victoire écrasante, ouvrière et jeune, dans une proportion de 67 % pour les jeunes, 70 % et plus pour les quartiers ouvriers.

L'impact de cette victoire est perçu par les puissants de ce monde. Le journal capitaliste Les Echos titre sa une sur « Le non qui ébranle l'Europe ». Il ajoute « Référendum, soutien massif des grecs à Alexis Tsipras ».

Est-ce réellement le cas ? Le communiqué des secrétaires nationaux du Parti ouvrier indépendant énumère tous ceux pour qui ce 5 juillet est une défaite : l'impérialisme américain, l'Union européenne, des dirigeants de droite, de gauche, Hollande, Merkel, et ceux qui ont cherché à diviser le mouvement ouvrier. Jusqu'à quel point est-ce une victoire pour Tsipras ? On se rappelle la formule de Trotsky après la victoire électorale du front populaire en France : une victoire pour les masses qui ont chargé les dirigeants du PS et du PC de leur volonté de rompre avec le capital, mais pas une victoire pour la politique du front populaire, constitué comme un rempart contre la révolution.

Quelle est la situation en Grèce aujourd'hui ? Incontestablement, le 5 juillet est une victoire du peuple grec et de la classe ouvrière, qui s'est exprimée, non sans illusions, dans le vote non auquel Tsipras avait appelé. Mais l'ampleur de cette victoire, son net contenu de classe, posent un problème à Tsipras. Celui-ci, dirigeant d'un parti issu du stalinisme, n'a pas pour projet de rompre avec l'Union européenne ni avec le système fondé sur la propriété privée des moyens de production. Son intention était d'utiliser le résultat du référendum pour gagner un peu de marge de manœuvre dans la négociation avec les dirigeants de l'impérialisme. Mais les masses, elles, par leur vote, ont dit : nous ne voulons plus être sous la coupe de la Troïka, nous ne voulons plus des « mémorandums », et des plans destructeurs imposés au nom de la dette. On ne peut donc pas identifier la signification du 5 juillet du point de vue des masses et du point de vue du gouvernement Tsipras.

C'est d'ailleurs face au danger de l'explosion révolutionnaire (dont le vote du 5 juillet, entre autres, indique le mûrissement) que les différentes composantes de l'impérialisme réagissent. Se rencontrant lundi, Hollande et Merkel ont fini par dire qu'ils étaient d'accord pour négocier. Merkel a même précisé qu'elle

respectait le résultat du référendum. Pour autant, Merkel et son gouvernement mettent des conditions. Le dirigeant du SPD, Sigmar Gabriel, membre du gouvernement, a dit qu'Athènes doit faire des propositions qui aillent « au-delà des précédentes » et « au-delà de ce que Tsipras s'est dit prêt à réaliser jusque là ». Le résultat du référendum pourrait donc avoir ce résultat paradoxal que loin d'élargir la marge de manœuvre de Tsipras, il la réduirait dans un premier temps. Mais ensuite ?

C'est la crainte de voir surgir le mouvement des masses, déstabilisant toutes les institutions européennes, qui amène la bourgeoisie allemande – confrontée dans son propre pays à une puissante vague de lutte de classe – à chercher à imposer de nouvelles conditions à Tsipras. Animé de la même crainte, l'impérialisme américain, s'exprimant via le Fonds monétaire international, a fait entendre à la veille du référendum une autre musique : se prononçant pour une restructuration partielle de la dette grecque tout simplement parce que, pour l'impérialisme américain face au danger de la révolution prolétarienne, la priorité est que les institutions de l'Union européenne ne volent pas en éclats. Objectif bien sûr partagé par les différentes composantes de l'impérialisme, mais la moins prête à faire des concessions est la bourgeoisie allemande, du fait que c'est sur elle que retombera le fardeau de tout allègement de la dette. D'où la pression et le rôle ultraréactionnaires de la direction du SPD allemand, et en particulier de Sigmar Gabriel, dénonçant le fait que « le Premier ministre grec mène les Grecs sur la voie du désespoir ». Et pourtant, Merkel qui avait annoncé qu'une victoire du non remettrait en cause le principe même des négociations a été obligée – au moins dans la forme – de mettre un peu d'eau dans son vin. De son côté, la Banque centrale européenne maintient le mécanisme d'aide aux banques grecques. Tous sont suspendus à la crainte de la poussée révolutionnaire des masses qu'ils ne confondent pas avec Tsipras. Lequel Tsipras est, conformément à ce que dit le programme de transition, considéré par les uns et les autres comme un possible dernier rempart de l'ordre impérialiste contre la révolution prolétarienne. Encore faut-il qu'il ait les moyens de jouer ce rôle. Encore faut-il qu'il puisse assumer les conditions qu'on cherche à lui imposer. Rien n'est exclu. On ne saurait déduire la politique à mener de la certitude absolue que Tsipras va capituler (bien que ce soit évidemment le cas de figure le plus probable) ; pas plus qu'on ne saurait la déduire de l'hypothèse (peu probable mais qu'on ne saurait exclure) que des « circonstances exceptionnelles » le conduisent à faire un pas dans la direction contraire.

A juste titre, la déclaration des trois secrétaires nationaux souligne que le renvoi, quelques heures à peine après le résultat du référendum, du ministre des finances grec Varoufakis est un signal envoyé par Tsipras aux dirigeants de la troïka pour dire « nous sommes prêts à négocier ». Son remplaçant a été parfaitement clair. Dans une interview donnée en juin, le nouveau ministre grec des finances, Euclide Tsakalotos, avait déclaré : « Si nous devons en permanence chercher à court terme l'argent pour le FMI ou la BCE, nous n'aurons jamais la possibilité de procéder aux réformes structurelles nécessaires. Nous avons déjà accepté des mesures que nous ne pensions pas forcément bonnes, mais que faire de la dette ? » Le deal proposé est clair : il faut desserrer l'étau du remboursement de la dette et le gouvernement Tsipras, avec son nouveau ministre Tsakalotos, prendra les mesures nécessaires en termes de contre-réformes. Tsipras lui-même n'a-t-il pas cru bon de préciser, juste après les résultats qu'il ne s'agissait pas « d'un vote contre l'Europe » ? Il est clair que c'est une situation où l'élément dominant, c'est la poussée des masses, et en même temps, tous les contre-feux de la contre-révolution tentent de se mettre en place.

Dans ce contexte, il est utile de se livrer à une lecture comparative entre le communiqué des secrétaires nationaux du POI, d'une part, et le communiqué signé « secrétariat permanent mandaté par le bureau national du POI du 4 juillet », d'autre part. La deuxième phrase de ce dernier communiqué affirme « Le peuple grec a apporté à Alexis Tsipras la réponse qu'il lui demandait. Une réponse qu'il lui avait déjà donnée lorsque sa majorité avait porté Syriza au pouvoir, il y a cinq mois ». Qu'est-ce que cela veut dire ? Que ce qui est contenu dans le vote des masses correspond à l'objectif politique de Tsipras ? Non. Il y a une contradiction entre la volonté des masses qui en votant non disent « dehors le mémorandum et la Troïka », et la volonté de Tsipras qui, en convoquant le référendum voulait y trouver un point d'appui pour passer un accord avec l'impérialisme... sur le terrain du sauvetage du régime de la propriété privée des moyens de production et des institutions de l'Union européenne. L'ampleur et le contenu de classe de cette mobilisation pour le non était-ils vraiment « la réponse que Tsipras demandait » ? Encore une fois, cela est fort discutable.

Le document signé « secrétariat permanent » évoque « les relais » dont l'Union européenne a disposés en Grèce citant la Banque de Grèce dirigée par la Nouvelle démocratie, c'est-à-dire la droite, en rapport avec Junker. Ce sont les seuls relais dont l'Union européenne a disposé ? Allons donc... Les dirigeants du Pasok n'ont-ils pas appelé au vote oui ? A leur suite, les principaux dirigeants (membres du Pasok) de la confédération syndicale GSEE, appuyés par la CES, ont dénoncé le référendum, tandis que les dirigeants du parti stalinien (KKE) appelaient au vote nul, de même qu'une grande partie de la « coalition de la gauche anticapitaliste » (Antarsya). Mais « les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques » : plus de la moitié de l'électorat du KKE a voté « non », contre les consignes venues d'en haut. Et trois jours avant le vote, le congrès national du syndicat des enseignants du secondaire (OLME) adoptait, après une âpre bataille, une résolution condamnant « le syndicalisme au service des patrons et de l'Etat » des dirigeants de la GSEE qui avaient condamné le référendum. Oui, ils ont été nombreux les « relais » de la Troïka, en Grèce même, qui ont tenté au sein du mouvement ouvrier, d'empêcher la classe de se regrouper. Oublier de les mentionner, c'est s'interdire de comprendre la puissance du mouvement de la classe qui,

certes sur le terrain électoral déformé de la lutte de classe, a infligé un sérieux revers aux appareils contre-révolutionnaires.

Autre élément à noter dans le communiqué signé « secrétariat permanent », cette référence constante et positive à Tsipras. Une première fois, on l'a vu : le peuple grec a répondu comme Tsipras le souhaitait. Une deuxième fois, il est écrit : « A l'évidence, la solution « durable » et « démocratique » que Tsipras appelait de ses vœux au soir de sa victoire électorale, va imposer comme une nécessité absolue que les relais grecs du capital financier (...) soient neutralisés et placés sous le contrôle du peuple ». A l'évidence, cette réponse va être imposée ? Confusion totale. La solution « durable » et « démocratique » qu'appelle Tsipras, c'est le raccommodage des institutions de l'Union européenne, leur assouplissement partiel pour sauver à la fois la position de Tsipras et plus généralement l'Union européenne elle-même. Certes, rien n'indique que Tsipras y parvienne, rien n'indique que des « circonstances exceptionnelles » ne l'amèneront pas plus loin... mais ce qui est sûr, c'est que la « solution » appelée de ses vœux par Tsipras ne va certainement pas imposer par elle-même « la neutralisation des relais grecs du capital financier ».

La déclaration signée « secrétariat permanent » affirme que l'abrogation des traités, le combat commun de tous les travailleurs et peuples d'Europe est « la seule voie qui permette de réaliser véritablement les vœux formés par Tsipras d'être égaux en Europe à égalité avec tous ». Là encore, on est surpris de cet acharnement à vouloir faire coïncider les propos de Tsipras et le mouvement de la classe ouvrière, lequel mouvement, répétons-le, est, quelque conscience qu'en aient les masses, contradictoire à l'orientation politique de Tsipras. Distinction d'autant plus nécessaire quand, par exemple, en France, L'Humanité appelle à ce que les dirigeants de l'Union européenne « respectent le non du peuple grec ».

Le communiqué signé « secrétariat permanent » se conclut par le fait que « le POI est prêt à s'engager à tout moment dans l'unité la plus large pour s'opposer à tous les mauvais coups qui seront tentés dans cette période de congés contre la décision souveraine du peuple grec ». Formulation qui, au plan général est tout à fait correcte. Mais on ne saurait perdre de vue que les seules manifestations auxquelles le POI a été autorisé (par décision de la majorité du CP) à participer dans les dernières années, s'agissant de l'Europe, sont exclusivement les manifestations appelées par le Front de gauche, dans une articulation particulière avec le Parti de gauche. Au point même que, pour la dernière de ces manifestations, le rassemblement convoqué place de la République le dimanche 28 juin, la participation du POI a été décidée en dehors de toute consultation de quelque instance que ce soit du POI. Rappelons que l'orientation du Front de gauche, c'est, plus que jamais, conduire Tsipras à accepter un « bon accord ». Ce que, de son côté, le communiqué des secrétaires nationaux souligne, sans pour autant prendre de front les appareils, mais souligne comme le problème politique auquel le peuple grec est confronté.

Ces développements apparaîtront d'autant plus surprenants aux militants qui ont en tête les déclarations catégoriques de tel dirigeant de la majorité du comité politique, affirmant, au lendemain de l'élection de Tsipras, que le vote du 25 janvier était « une victoire de l'impérialisme », ou de tel autre dirigeant du secrétariat international, pronostiquant quelques heures seulement avant que Tsipras n'annonce la rupture des négociations avec la troïka et la convocation du référendum, que Tsipras avait signé, c'était une chose acquise. Cela semblera étonnant à ceux qui ont en mémoire la polémique vigoureuse engagée notamment par le camarade Lacaze contre le camarade Ferré, accusé de soutenir le gouvernement Tsipras. Ou encore les déclarations multiples selon lesquelles ils n'y avait pas d'épreuve de force dans les « négociations », et que tout n'était que du « bluff », de la « mise en scène »...

Est-ce vraiment étonnant ? A force de théoriser sur le fait que le Parti ouvrier indépendant ne doit en aucune circonstance prendre une initiative, à force de s'opposer à toute campagne spécifique du Parti ouvrier indépendant et de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples depuis six mois, reliant la question de la rupture avec l'Union européenne, la question de la Grèce et l'intervention dans la lutte de classe, à force de s'opposer à la proposition faite d'une Conférence ouvrière européenne sur cet axe... on nourrit une inévitable tendance à des oscillations passant d'une position de dénonciation sectaire à une position d'adaptation, débouchant pratiquement sur la recherche d'accords systématiques avec un Front de gauche qui joue un rôle, répétons-le, particulièrement négatif, encourageant Tsipras à se soumettre à l'Union européenne.

Cela recoupe, au bout du compte, la discussion sur : quel parti ? Quelle construction du parti ? Et en quoi la construction du parti est le seul levier qui permet, en toutes circonstances, dans la lutte de classe en France, comme à l'échelle internationale, de préserver notre indépendance politique, de ne pas nous subordonner aux initiatives prises par d'autres forces, mais d'avoir les mains libres pour toutes les initiatives politiques, y compris sur le terrain du front unique.

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>